

2015

**COMPTES ANNUELS
DEFINITIFS**

**Agence
Exécutive
Education,
Audiovisuel
et Culture -
EACEA**

TABLE DES MATIERES

	PAGES
I. <u>BASES LEGALES ET PRINCIPES COMPTABLES</u>	3
II. ETATS FINANCIERS	
<u>BILAN</u>	8
COMPTE DE RESULTAT	10
<u>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</u>	11
ETATS DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET	11
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	
1. Notes annexes au bilan	12
2. Notes annexes au compte de résultat	16
3. Notes annexes au tableau des flux de trésorerie	20
4. Droits et obligations hors bilan et autres informations	20
5. Instruments et risques financiers	21
6. Méthodes comptables	22
7. Informations relatives au management	22
8. Evénements postérieurs à la clôture	22
III. ETATS BUDGETAIRES	
1. <u>RESULTAT BUDGETAIRE</u>	23
2. RECONCILIATION RESULTAT BUDGETAIRE ET COMPTABLE	24
3. <u>EXECUTION BUDGETAIRE</u>	25
4. <u>BUDGET INITIAL 2015 ET TRANSFERTS</u>	33
IV. <u>RESSOURCES HUMAINES</u>	36

I. BASES LEGALES ET PRINCIPES COMPTABLES

A. Introduction

Le système comptable de l'Agence se compose d'une comptabilité budgétaire et d'une comptabilité générale d'exercice tenues en euros. La comptabilité budgétaire a pour objet de donner une image détaillée de l'exécution budgétaire et elle est basée sur le principe de comptabilité de caisse modifié, c'est à dire qu'elle reconnaît la dépense ou la recette au moment où elle est décaissée ou encaissée à l'exception d'éléments comme le report de crédit. La comptabilité d'exercice, quant à elle, enregistre la dépense ou le revenu dans la période où la prestation qui y est liée survient, sans considération de la date de paiement ou d'encaissement.

Les comptes, en plus d'être réguliers, sincères et complets doivent donner une image fidèle des actifs et passifs de l'Agence, des droits et obligations de celles-ci, de ses flux de trésorerie ainsi que de l'exécution budgétaire en recettes et dépenses.

L'objectif des états financiers est de fournir une information sur la situation patrimoniale et financière, sur le résultat économique, les flux de trésorerie et la variation des capitaux propres d'une entité. Quant aux états budgétaires, ils récapitulent les opérations budgétaires de l'exercice en recettes et en dépenses.

Pour une agence comme l'EACEA, ces états permettent de démontrer la bonne utilisation des ressources qui lui ont été confiées.

B. Bases légales

Les états financiers de l'Agence sont présentés conformément aux règlements suivants:

- Règlement (CE) N° 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002 portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires.
- Décision d'exécution de la Commission 2013/776/UE du 18 décembre 2013 instituant l'Agence exécutive "Education, audiovisuel et culture" pour la gestion de l'action communautaire dans le domaine de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) N°58/2003 du Conseil
- Règlement (CE) No 1653/2004 de la Commission du 21 septembre 2004 portant règlement financier type des agences exécutives en application du règlement (CE) N° 58/2003 du Conseil portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires, tel que modifié par le règlement (CE) N° 651/2008 du 09 juillet 2008.

Par ailleurs, pour tout aspect relatif au fonctionnement des agences exécutives qui n'est pas expressément défini par ce règlement, s'appliquent *mutatis mutandis* les dispositions du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et du règlement (UE, Euratom) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012.

- Les règles comptables de la Commission (basées sur les normes IPSAS) adoptées par le comptable de la Commission.

C. Principes comptables

Les états financiers sont présentés en conformité avec les principes suivants:

➤ Principe d'unité de compte (règlement financier des agences exécutives art.13):

Le budget est établi, exécuté et fait l'objet d'une reddition des comptes en euros.

➤ Principe de continuité des activités (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de continuité des activités signifie que, pour l'élaboration des états financiers, l'agence est présumée avoir une durée de vie illimitée, bien que l'EACEA ait actuellement une vie limitée à 2024 conformément à l'acte instituant l'Agence.

➤ Principe de prudence (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de prudence signifie que les actifs ou les produits ne sont pas surévalués et les passifs ou les charges ne sont pas sous-évalués. Cependant, le principe de prudence ne permet pas la création de réserves occultes ou de provisions excessives.

➤ Principe de permanence de la méthode comptable (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de permanence des méthodes signifie que la structure des éléments composant les états financiers, ainsi que les méthodes de comptabilisation et les règles d'évaluation, ne peuvent pas être modifiées d'un exercice à l'autre.

➤ Principe de la comparabilité des informations (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de comparabilité des informations signifie que chaque poste des états financiers reprend l'indication du montant relatif au poste correspondant de l'exercice précédent.

➤ Principe de l'importance relative (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de l'importance relative signifie que toutes les opérations ayant un caractère significatif pour l'information recherchée sont prises en compte dans les états financiers. L'importance relative s'apprécie notamment par rapport à la nature de la transaction ou de son montant.

➤ Principe de non compensation (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de non compensation signifie qu'aucune compensation ne peut être faite entre les créances et les dettes ou entre les charges et les produits, sauf dans le cas de charges et produits résultant de la même transaction, de transactions similaires ou d'opérations de couverture et pour autant qu'ils ne soient pas individuellement significatifs.

➤ Principe de la prééminence de la réalité sur l'apparence (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de prééminence de la réalité sur l'apparence signifie que les événements comptables repris dans les états financiers sont présentés en fonction de leur nature économique.

➤ Principe de la comptabilité (règlement financier des agences exécutives art.53):

Le principe de la comptabilité d'exercice signifie que les transactions et les événements sont comptabilisés au moment où ils se produisent et non pas lors du paiement ou du recouvrement effectifs. Ils sont enregistrés dans les comptes des exercices auxquels ils se rapportent.

D. Règles comptables

Les états financiers, conformément au règlement financier général art.143, respectent les règles comptables adoptées par le comptable de la Commission.

Les principales règles qui affectent les comptes de l'Agence sont résumées ci-dessous:

➤ Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont valorisées au prix d'acquisition en euros (ou si nécessaire au prix d'acquisition en devise converti en euros au taux en vigueur lors de l'achat). La valeur comptable d'une immobilisation est égale à son prix d'acquisition ou de production diminuée des amortissements cumulés et des réductions de valeurs et augmentée des réévaluations.

Les frais annexes sont inclus dans le montant immobilisé ou reconnus séparément comme immobilisation seulement s'ils engendrent un bénéfice économique futur. Toute réparation ou maintenance est comptabilisée en charge dans l'année pendant laquelle elle est encourue.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur une base mensuelle afin de répartir le coût sur la durée de vie estimée du bien.

Les immobilisations font l'objet d'un ajustement si nécessaire à la clôture annuelle des comptes.

Les immobilisations incorporelles développées en interne sont capitalisées lorsque les critères pertinents des règles comptables de l'UE sont remplis. Les coûts capitalisables comprennent tous les coûts directement imputables qui sont nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les coûts associés aux activités de recherche, les coûts de développement non capitalisables et les coûts d'entretien sont passés en charge à mesure qu'ils sont encourus.

➤ Conversion en devises

Les états financiers sont présentés en euros.

Les transactions libellées en monnaie étrangère (hors euro) seront comptabilisées dans les états financiers de l'UE en euro au taux de change applicable à la date de transaction.

A la clôture, les éléments monétaires du bilan doivent être convertis au taux de clôture.

Les écarts de change sont comptabilisés dans des rubriques spécifiques du compte de résultat en charges ou en produits selon la nature de la transaction à laquelle ils se rattachent.

➤ Contrat de location

Lorsqu'un contrat de location ne donne pas lieu à un transfert substantiel de risques ou de propriété (une part importante des risques et avantages inhérents à la propriété incombe au bailleur), il est considéré comme un contrat de location simple. Dans ce cas, les paiements effectués dans ce cadre sont pris en charges dans le compte de résultat de manière linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

➤ Préfinancement

Le préfinancement est un paiement destiné à fournir au bénéficiaire une avance en espèces, à savoir un fonds de trésorerie. Il peut être fractionné en plusieurs versements sur une période déterminée selon les conditions prévues au contrat. L'avance est restituée ou utilisée aux fins pour lesquelles elle est prévue pendant la période définie dans le contrat. Si les dépenses encourues dans le cadre de l'exécution du contrat ne sont pas éligibles, le bénéficiaire a l'obligation de retourner l'avance à l'Agence. Le montant de l'avance est réduit (totalement ou partiellement) en fonction de l'acceptation des dépenses éligibles.

A la fin de l'année, les montants de préfinancement ouverts sont valorisés au montant initial sous déduction des montants remboursés, des dépenses éligibles et apurées, et des réductions de valeur.

Les garanties relatives au préfinancement sont mentionnées dans les actifs hors bilan.

➤ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur de réalisation.

Aucune provision pour créance douteuse n'est établie à l'égard des institutions européennes (entités consolidées).

Pour les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée, le cas échéant, sur base d'une revue des montants ouverts à la date de clôture des comptes s'il y a une preuve objective que les montants ne pourront pas être recouvrés.

➤ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Il s'agit d'instruments financiers définis comme actifs circulants. Ils comprennent l'encaisse, les dépôts bancaires à vue et autres placements à court terme très liquides assortis d'échéances initiales inférieures ou égales à trois mois.

➤ Provisions

Des provisions sont constituées et comptabilisées par l'Agence lorsque celle-ci a une obligation légale et fondée résultant d'une transaction passée et qu'il existe une probabilité de devoir consommer des ressources pour apurer cette obligation. Le montant de la provision doit toutefois pouvoir être estimée de manière raisonnable et fiable.

➤ Produits et charges

Les transactions et événements sont constatés dans les états financiers de l'exercice auquel ils se rapportent.

Les charges liées à des opérations avec contrepartie directe telles que les achats de biens/services sont comptabilisées lorsque les biens/services sont livrés et acceptés. Elles sont évaluées au coût de facturation initial. Les charges liées à des opérations sans contrepartie directe sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel les événements donnant lieu aux transferts se sont produits pour autant que la nature du transfert soit autorisée par la réglementation ou qu'un contrat signé autorise le transfert, que le bénéficiaire réponde aux critères d'éligibilité et que le montant puisse être raisonnablement

estimé. Le produit de la vente de biens/services est comptabilisé lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

La comptabilisation se fait en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture.

A la fin de la période comptable, les charges à payer sont constatées sur la base du montant estimatif des transferts dus au titre de l'exercice. Les produits sont également comptabilisés dans l'exercice auquel ils se rapportent. En fin d'exercice, lorsque le service a été rendu/le bien livré mais que la prestation n'a pas été facturée, le montant correspondant est comptabilisé dans les états financiers en tant que produit à recevoir. A l'inverse, si une facture a été envoyée et que la prestation n'a pas été effectuée, le montant correspondant est comptabilisé dans les états financiers en tant que produit à recevoir.

➤ *Passifs et actifs hors bilan*

Un actif hors bilan est un droit résultant d'un événement passé, pour lequel l'existence sera confirmée par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de l'Agence.

Un passif hors bilan est une obligation possible découlant d'un événement passé, pour laquelle l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de l'agence; ou une obligation présente qui découle d'événements passés mais qui n'est pas reconnue soit parce que une consommation de ressources pour apurer l'obligation n'est pas certaine, ou soit le montant de l'obligation ne peut pas être estimé de manière fiable.

Remarque préliminaire: les montants repris des états financiers qui suivent sont arrondis à l'euro près ce qui peut présenter des différences d'arrondis dans les additions.

II. ETATS FINANCIERS

BILAN

	2015	2014	Variation	%	Notes
ACTIF	8.910.166	9.636.500	-726.333	-8%	
A.I. ACTIFS FIXES	2.591.237	1.896.329	694.908	37%	1.1.
A.I.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2.173.849	1.400.041	773.808	55%	1.1.1.
A.I.1.1. LOGICIELS	1.640.803	1.239.555	401.248	32%	
21001000 Acquisition de logiciels	3.408.114	2.456.602	951.512	39%	
21008000 Amortissements cumulés sur acquisition de logiciels	-1.767.311	-1.217.047	-550.264	45%	
A.I.1.2. DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES INTERNES EN CONSTRUCTION	533.046	160.486	372.559	232%	
21400001 Acquisition de développements informatiques internes en construction	533.046	160.486	372.559	232%	
A.I.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	417.388	496.288	-78.900	-16%	1.1.2.
A.I.2.2. MACHINES ET EQUIPEMENTS	12.518	17.680	-5.162	-29%	
23001000 Acquisition de machines et équipements	45.170	45.170	0	0%	
23008000 Amortissements cumulés sur acquisition de machines et équipements	-32.652	-27.490	-5.162	19%	
A.I.2.3. MOBILIER ET MATERIEL ROULANT	143.900	187.936	-44.036	-23%	
24001000 Acquisition de mobilier	550.598	551.038	-440	0%	
24008000 Amortissements cumulés sur acquisition de mobilier	-406.698	-363.102	-43.596	12%	
A.I.2.4. MATERIEL INFORMATIQUE	199.579	216.958	-17.379	-8%	
24101000 Acquisition de matériel informatique	1.087.399	1.112.337	-24.937	-2%	
24108000 Amortissements cumulés sur acquisition de matériel informatique	-887.820	-895.379	7.559	-1%	
A.I.2.5. AUTRES EQUIPEMENTS	61.391	73.714	-12.323	-17%	
24201000 Acquisition d'équipements	259.462	256.782	2.680	1%	
24208000 Amortissements cumulés sur acquisition d'équipements	-198.071	-183.067	-15.004	8%	
A.II. ACTIFS CIRCULANTS	6.318.930	7.740.171	-1.421.241	-18%	1.2.
A.II.3. CREANCES A COURT TERME	484.610	1.375.482	-890.872	-65%	1.2.1.
A.II.3.2. CREANCES A COURT TERME	405	9.943	-9.538	-96%	
A.II.3.1.5. AUTRES CREANCES	405	9.943	-9.538	-96%	
47901000 Dépenses à facturer aux institutions	405	9.943	-9.538	-96%	
A.II.3.3. CREANCES DIVERSES	50.985	31.296	19.689	63%	
A.II.3.3.3. PERSONNEL	50.985	31.296	19.689	63%	
40007000 Créances membre du personnel	1.657	0			
45202000 Retenues non effectuées sur traitement - Agents temporaires et contractuels	41.958	31.296	10.662	34%	
45311000 Avances sur traitement - Agents temporaires et contractuels	7.370	0			
A.II.3.4. AUTRES CREANCES A COURT TERME	433.219	1.334.243	-901.024	-68%	
PRODUITS A RECEVOIR	0	22.537	-22.537		
49050900 Produits à recevoir avec entités consolidées	0	22.537	-22.537		
CHARGES A REPORTER	427.556	1.303.221	-875.666	-67%	
49000000 Charges payées d'avance	427.556	1.303.221	-875.666	-67%	
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR/ CHARGES A REPORTER	5.664	8.485	-2.821	-33%	
49100000 intérêts bancaires à recevoir	5.664	8.485	-2.821	-33%	
A.II.5. TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE	5.834.320	6.364.689	-530.369	-8%	1.2.2.
A.II.5.A. ETABLISSEMENT DE CREDIT	5.834.320	6.364.689	-530.369	-8%	
COMPTE COURANT					
55023000 ING - EURO	5.834.319	6.364.688	-530.369	-8%	
55023001 ING - EURO	1	1	0	0%	

	2015	2014	Variation	%	Notes
PASSIF	-8.910.166	-9.636.500	726.333	-8%	
P.I. FONDS PROPRES	-4.640.814	-4.980.532	339.718	-7%	1.3.
P.I.2. RESULTAT REPORTE DES ANNEES ANTERIEURES	-4.980.532	-4.700.416	-280.116	6%	
14000000 Résultat reporté	-4.980.532	-4.700.416	-280.116	6%	
P.I.3. RESULTAT ECONOMIQUE DE L'ANNEE	339.718	-280.116	619.834	-221%	
14100000 Résultat de l'année (Bénéfice)		-280.116	280.116		
14200000 Résultat de l'année (perte)	339.718		339.718		
P.III. DETTES COURT TERME	-4.269.352	-4.655.968	386.616	-8%	1.4.
P.III.2. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-250.000	0	-250.000		1.4.1.
48900000 Provisions à court terme	-250.000	0	-250.000		
P.III.4. DETTES COURANTES	-4.019.352	-4.655.968	636.616	-14%	1.4.2.
P.III.4.1. DETTES COMMERCIALES	-46.520	-106.646	60.127	-56%	
P.III.4.1.2. FOURNISSEURS	-45.130	-97.592	52.462	-54%	
44001000 Fournisseurs	-45.130	-97.592	52.462	-54%	
P.III.4.1.9. DETTES ENTITES CONSOLIDEES	-1.390	-9.054	7.664	-85%	
47000900 Dettes envers les institutions	-1.390	-9.054	7.664	-85%	
P.III.4.3. DETTES DIVERSES	-20.464	-64.117	43.653	-68%	
45290000 salaires en attente	-325	0	-325		
45410000 Saisie sur salaires	-8.359	-11.897	3.538	-30%	
46207000 Crèche Garderie- Compte Courant	-11.780	-52.220	40.440	-77%	
P.III.4.4. AUTRES DETTES	-2.575.870	-3.142.186	566.316	-18%	
CHARGES A IMPUTER	-1.932.227	-2.320.871	388.644	-17%	
49055000 Charge à imputer	-1.932.227	-2.320.871	388.644	-17%	
CHARGES A IMPUTER ENTITES CONSOLIDEES	-643.643	-821.315	177.672	-22%	
49055900 Charges à imputer envers les entités consolidées	-643.643	-821.315	177.672	-22%	
P.III.4.5. DETTES ENTITES CONSOLIDEES	-1.376.498	-1.343.018	-33.480	2%	
44790000 Pré-financement (subside) reçu de la Commission	-1.376.498	-1.343.018	-33.480	2%	

COMPTE DE RESULTAT

	2015	2014	Variation	%	Notes
II.1.1. PRODUITS D'EXPLOITATION	45.529.877	45.645.795	-115.918	0%	2.1.
II.1.1.10. PRODUITS DES OPERATIONS ADMINISTRATIVES	26.086	26.973	-887	-3%	2.1.1.
II.1.1.10.B. REVENUS RELATIFS AUX IMMOBILISATIONS	0	197	-197	-100%	
74000700 Autre revenu d'immobilisations	0	197	-197	-100%	
II.1.1.10.D. REVENUS RELATIFS AUX OPERATIONS ADMINISTRATIVES	26.086	26.776	-690	-3%	
74009000 Revenus administratifs avec entités consolidées	26.086	26.776	-690	-3%	
II.1.1.11. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	45.503.791	45.618.822	-115.031	0%	2.1.2.
II.1.1.11.B. DIFFERENCES DE CHANGE	4.615	2.096	2.519	120%	
74800000 Gains de change non réalisés	4.322	2.039	2.283	112%	
74850000 Gains de change réalisés	293	57	235	411%	
II.1.1.11.C. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	45.499.176	45.616.725	-117.549	0%	
74023000 Autres revenus	245.000	356.000	-111.000	-31%	
74025000 Revenus divers	15.674	14.743	931	6%	
74009500 Subsidés de la Commission	45.238.502	45.245.982	-7.480	0%	
II.1.2. CHARGES D'EXPLOITATION	-45.889.352	-45.403.689	-485.662	1%	2.2.
II.1.2.1. DEPENSES ADMINISTRATIVES	-45.883.230	-45.399.337	-483.893	1%	2.2.1.
II.1.2.1.A. DEPENSES DE PERSONNEL	-27.261.655	-26.473.901	-787.755	3%	
62000000 Rémunérations (ENDs et autres experts exclus)	-20.912.508	-20.068.698	-843.811	4%	
62020000 Pension et chômage temporaire	-271.810	-249.236	-22.574	9%	
62030000 Cotisations sociales employeur	-848.982	-820.228	-28.755	4%	
62040000 Avantages au personnel et activités sociales	-152.777	-149.713	-3.065	2%	
62050000 Allocations et indemnités (ENDs et autres experts exclus)	-4.822.922	-4.872.050	49.128	-1%	
62090000 Charges salariales avec entités consolidées	-278.848	-321.718	42.870	-13%	
62094000 Transfert frais de personnel vers développements d'immobilisations	26.192	7.742	18.451	238%	
II.1.2.1.B. DEPENSES RELATIVES AUX IMMOBILISATIONS	-716.433	-559.889	-156.544	28%	
63010000 Amortissements sur immobilisations incorporelles	-550.264	-383.780	-166.484	43%	
63020000 Amortissements sur immobilisations corporelles	-166.169	-175.080	8.911	-5%	
63090000 Réductions de valeur sur immobilisations corporelles	0	-1.029	1.029	-100%	
II.1.2.1.D. AUTRES DEPENSES ADMINISTRATIVES	-17.905.141	-18.365.547	460.406	-3%	
TERRAINS ET IMMEUBLES	-3.548.346	-3.632.344	83.998	-2%	
61001000 Loyer de terrains et immeubles	-2.692.816	-2.682.934	-9.882	0%	
61002000 Entretien et sécurité du bâtiment	-20.557	-119.729	99.173	-83%	
61003000 Assurance du bâtiment	-10.294	-12.656	2.363	-19%	
61004000 Taxes relatives au bâtiment	-824.680	-817.024	-7.656	1%	
AUTRE	-8.286.487	-9.281.198	994.711	-11%	
61001700 Leasing opérationnel	-38.519	-38.519	0	0%	
61010000 Fournitures de bureau et maintenance	-601.858	-606.721	4.863	-1%	
61020000 Communications et publications	-503.921	-485.875	-18.047	4%	
61030000 Frais de contentieux	-31.406	-124.853	93.447	-75%	
61040000 Assurances diverses	-1.125	-1.567	442	-28%	
61060000 Frais de recrutement	-5.882	-6.901	1.019	-15%	
61070000 Frais de formation	-192.034	-217.288	25.254	-12%	
61080000 Frais de missions	-466.031	-542.102	76.071	-14%	
61085000 Experts et réunions	-154.205	-680.885	526.680	-77%	
61094020 Frais de développement informatique	-1.295.165	-1.079.114	-216.052	20%	
61094030 Services et biens divers informatiques	-2.083.610	-1.992.834	-90.776	5%	
61094050 Frais de personnel interne sur développements internes	-26.192	-7.742	-18.451	238%	
61094070 Transfert frais de développements internes en immobilisations	1.320.375	796.680	523.694	66%	
61095000 Services et biens divers non informatiques	-4.206.912	-4.293.479	86.567	-2%	
COUTS ADMINISTRATIFS AVEC ENTITES CONSOLIDEES	-6.070.308	-5.452.005	-618.303	11%	
61100000 Dépenses avec autres entités consolidées	-6.070.308	-5.452.005	-618.303	11%	
II.1.2.2. DEPENSES OPERATIONNELLES	-6.122	-4.353	-1.770	41%	2.2.2.
II.1.2.2.F. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	-6.122	-4.353	-1.770	41%	
DIFFERENCES DE CHANGE	-6.122	-4.353	-1.770	41%	
64800000 Pertes de change non réalisées	-5.247	-3.513	-1.734	49%	
64850000 Pertes de change réalisées	-875	-840	-35	4%	
II.1 SURPLUS/DEFICIT D'EXPLOITATION	-359.475	242.105	-601.580	-248%	
II.2.1. PRODUITS FINANCIERS	21.007	38.017	-17.010	-45%	2.3.
II.2.1.1. PRODUITS D'INTERETS	21.007	38.017	-17.010	-45%	2.3.1.
PRODUITS D'INTERETS	21.007	38.017	-17.010	-45%	
75016000 Interêts bancaires	21.007	38.017	-17.010	-45%	
II.2.2. CHARGES FINANCIERES	-1.250	-6	-1.244	22297%	2.4.
II.2.2.4. AUTRES CHARGES FINANCIERES	-1.250	-6	-1.244	22297%	2.4.1.
AUTRES CHARGES FINANCIERES	-1.250	-6	-1.244	22297%	
65025000 Autres charges financières	0	-1	1	-57%	
65010000 Charges d'intrêts sur paiement en retard	-1.249	-5	-1.245	27478%	
II.2. SURPLUS/DEFICIT FINANCIER	19.757	38.011	-18.254	-48%	
II. RESULTAT DE L'EXERCICE	-339.718	280.116	-619.834	-221%	

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	2015	2014
Flux de trésorerie des activités courantes		
Surplus/(déficit) des activités courantes	-339.718	280.116
Activités opérationnelles		
<u>Ajustements</u>		
Amortissement immobilisations incorporelles (+)	550.264	383.780
Amortissement immobilisations corporelles (+)	166.169	175.080
Augmentation (+) /diminution (-) de provisions pour risques et dettes	250.000	-270.019
Augmentation (-) /diminution (+) de préfinancement à court terme	0	0
Augmentation (-) /diminution (+) de créances à court terme	890.872	825.504
Augmentation (-) /diminution (+) de créances relatives aux entités consolidées EU	0	0
Augmentation (+) /diminution (-) des effets à payer	-484.760	193.968
Augmentation (+) /diminution (-) de dettes relatives aux entités consolidées EU	-151.856	-957.746
Autres mouvements non monétaires (1)	0	1.029
Flux de trésorerie nette des activités opérationnelles	880.972	631.712
Flux de trésorerie des activités d'investissement		
Augmentation des immobilisations corporelles et incorporelles (-)	-1.411.341	-1.127.117
Revenus des immobilisations corporelles et incorporelles (+)	0	-197
Flux de trésorerie nette des activités d'investissement	-1.411.341	-1.127.314
Augmentation/diminution nette des liquidités	-530.369	-495.602
Liquidités au début de la période	6.364.689	6.860.291
Liquidités à la fin de la période	5.834.320	6.364.689

(1) 1029€ correspond à un amortissement exceptionnel lié au déclassement d'un bien non totalement amorti

ETAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

Actif net	Résultat reporté des années antérieures	Résultat économique de l'année	Actif net (total)
Solde au 31.12.2014	-4.700.416	-280.116	-4.980.532
Allocation du résultat économique de l'année antérieure	-280.116	280.116	0
Résultat économique de l'année		339.718	339.718
Solde au 31.12.2015	-4.980.532	339.718	-4.640.814

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1. NOTES ANNEXES AU BILAN

1.1. ACTIFS FIXES

Les immobilisations sont comptabilisées au prix d'acquisition et sont amorties de manière linéaire à partir du mois de réception. Seuls les biens dont la valeur d'acquisition est supérieure à 420€ sont immobilisés conformément aux règles mises en place par le Comptable de la Commission.

Les taux d'amortissement appliqués selon le type de biens ainsi que les tableaux relatifs aux immobilisations incorporelles et corporelles dont l'Agence est propriétaire sont présentés ci-après.

Taux d'amortissement:

Type d'immobilisation	%
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	25,0%
Immobilisations corporelles	
Equipement de bureau	
matériel de bureau	25,0%, 12,5%
Matériel informatique	
Ordinateurs, serveurs, accessoires, équipement de transfert de données, imprimantes, écrans,	25,0%
Copieurs, matériel pour scanner et digitaliser	25,0%
Mobilier et matériel roulant	
Mobilier	10,0%
Equipement de bureau, d'impression, d'affranchissement	25,0%, 12,5%
Autres immobilisations	
Equipement de telecommunication et équipement audiovisuel	25,0%
Equipement de surveillance et sécurité	12,5%

L'actif fixe de l'Agence augmente globalement de 37% par rapport à 2014, il passe en effet de 1.896.329€ en 2014 à 2.591.237€ en 2015. Cette augmentation est essentiellement liée à la mise en production des développements informatiques internes qui l'an dernier étaient pour une partie en cours de construction.

1.1.1. Immobilisations incorporelles

2015		Logiciels	Intangible assets under construction	Total
Valeur d'acquisition au 01.01.2015	+	2.456.602	160.486	2.617.088
Acquisitions	+	3.697	1.320.375	1.324.071
Cessions et désaffectations	-			
Transfert d'une rubrique à l'autre	+/-	947.815	-947.815	0
Autres changements	+/-			
Valeur d'acquisition au 31.12.2015		3.408.114	533.046	3.941.159
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 01.01.2015	-	-1.217.047		-1.217.047
Amortissements	-	-550.264		-550.264
Cessions et désaffectations	+			
Transfert d'une rubrique à l'autre	+/-			
Autres changements	+/-			
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31.12.2015		-1.767.311	0	-1.767.311
Valeur nette comptable au 31.12.2015		1.640.803	533.046	2.173.849

L'Agence a immobilisé des coûts de développements internes suite à la mise en production de nouveaux modules des outils informatiques "Pegasus", "Datawarehouse" et "Olga". En effet, un montant de 947.815€ a été transféré du poste "développements informatiques internes en construction" vers le poste "logiciels". L'Agence poursuit ses développements informatiques internes et de nouveaux modules seront encore mis en production ultérieurement. Fin 2015, les développements informatiques en construction représentent 533.046€ et les coûts de développements activés sous la rubrique "logiciels" pour ces trois outils atteignent 2.426.526€ et plus particulièrement 1.318.655€ pour "Pegasus", 355.237€ pour "Datawarehouse" et 752.634€ pour "Olga".

1.1.2. Immobilisations corporelles

2015		Machines et équipements	Mobilier et matériel roulant	Matériel informatique	Autres équipements	Total
Valeur d'acquisition au 01.01.2015	+	45.170	551.038	1.112.337	256.782	1.965.326
Acquisitions	+			84.589	2.680	87.269
Cessions et désaffectations	-		-440	-109.526		-109.966
Tansfert d'une rubrique à l'autre (1)	+/-					0
Autres changements (2)	+/-					0
Valeur d'acquisition au 31.12.2015		45.170	550.598	1.087.399	259.462	1.942.629
						0
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 01.01.2015	-	-27.490	-363.102	-895.379	-183.067	-1.469.038
Amortissements	-	-5.162	-44.036	-101.968	-15.004	-166.169
Reprises d'amortissement	+					0
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	+		440	109.526		109.966
Réductions de valeur (1)	-					0
Reprises de réductions de valeur	+					0
Transfert d'une rubrique à l'autre (1)	+/-					0
Autres changements (2)	+/-					0
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31.12.2015		-32.652	-406.698	-887.820	-198.071	-1.525.241
Valeur nette comptable au 31.12.2015		12.518	143.900	199.579	61.391	417.388

Les principaux changements affectant les immobilisations corporelles sont les suivants:

- Matériel informatique: l'Agence a déclassé du matériel informatique obsolète et a remplacé une partie de celui-ci par de nouveaux biens ainsi qu'acheté un nouveau scanner à haut rendement en vue du scanning des documents des archives.
- Les autres catégories d'immobilisations corporelles n'appellent pas de commentaires particuliers.

1.2. ACTIFS CIRCULANTS

1.2.1. Créances à court terme

Le niveau des créances à court terme a diminué de 65%, elles sont passées de 1.375.482€ en 2014 à 484.610€ cette année.

- Les créances à court terme se composent de créances vis-à-vis d'autres institutions et entités consolidées pour un montant de 405€ (9.943€ en 2014). Le montant ouvert au 31/12/2015 correspond à des créances résultant de régularisations salariales enregistrées en 2015 qui seront récupérées en 2016.
- Les créances diverses ont augmenté de 19.689€ et couvrent des créances envers le personnel liées à des retenues diverses non récupérées ou partiellement au 31/12/2015 qui subsistent pour un montant de 43.615€ ainsi qu'une avance sur salaire de 7.370€ pour un membre du

personnel entré en fonction en décembre 2015 mais qui n'a été inclus dans le système des salaires au PMO qu'à partir de janvier 2016.

➤ Les autres créances à court terme ont diminué de 901.024€ et s'élèvent à 433.219€ (1.334.243€ en 2014). Elles ont trait à:

- des montants payés d'avance et se rapportant à des exercices ultérieurs, notamment:
 - 38.000€ correspondant au solde des charges reportées des années antérieures à 2015 qui seront prises en charges sur les exercices futurs.
 - 180.000€ payés en décembre 2015 et équivalents aux charges du loyer de BOU2 du 1^{er} trimestre 2016.
 - 137.000€ versés en 2015 à des fournisseurs tiers essentiellement pour de la maintenance informatique couvrant plusieurs années.
 - 55.000€ pour la mise à disposition de stagiaires (janvier et février 2016).
 - ...

Il convient de souligner que le montant des charges à reporter a diminué d'environ 900.000€ étant donné que l'Agence a imputé en charges de 2015 le solde des travaux d'aménagement de BOU2 et que le loyer de BOUR n'a pas été payé en avance contrairement aux autres années car l'avenant au contrat de bail était en cours suite au changement de propriétaire de l'immeuble.

- des produits à recevoir que l'Agence doit encore percevoir et qui correspondent aux intérêts bancaires relatifs au dernier trimestre 2015, générés par le subside reçu des DG de tutelle sur son compte courant auprès de la banque ING. Ces intérêts pour un montant de 5.664€ seront versés sur le compte de l'Agence en janvier 2016.

1.2.2. Trésorerie et équivalent de trésorerie

Le compte courant présente un solde 5.834.320€. La majeure partie de ce montant sera utilisée pour payer les factures ouvertes ou non reçues au 31/12/15 et l'autre partie sera restituée aux DG de tutelle à titre de surplus budgétaire 2015.

1.3. FONDS PROPRES

Les capitaux propres s'élèvent à 4.640.814€, à savoir, de 4.980.532€ correspondant aux résultats cumulés des années antérieures diminué de la perte de 2015 de 339.718€.

1.4. DETTES A COURT TERME

1.4.1. Provisions

Une provision a été constituée en 2015 pour la remise en état du bâtiment BOUR lors de la fin du contrat de bail. Le montant estimé par l'OIB est de 250.000€.

1.4.2. Dettes courantes

➤ Dettes Commerciales

Au 31/12/2015, globalement les dettes commerciales ont diminué d'environ 56% et s'élèvent à 46.520€.

Le poste "dettes fournisseurs" passe de 97.592€ en 2014 à 45.130€ en 2015. Il s'agit de factures reçues en fin d'année et enregistrées au 31/12/15 qui seront payées début 2016 après avoir effectué le circuit complet de validation.

L'Agence a également une dette envers les institutions de 1.390€ en 2015 (9.054€ en 2014) liée à des régularisations entre institutions dans le cadre du calcul des salaires et qui seront liquidées en 2016.

➤ Dettes diverses

Les dettes diverses s'élèvent à 20.464€ alors que l'an dernier, elles étaient de 64.117€. Elles se composent d'une erreur avec le PMO de 325€ à corriger lors des prochaines balances salariales, de saisies sur salaires pour 8.359€ et de la contribution parentale au frais de crèche et garderie du mois de décembre 2015 à laquelle s'ajoutent quelques frais de téléphone et frais de transports publics qui doivent nous être facturés pour un montant total de 11.780€.

➤ Autres dettes

Par rapport à 2014, les autres dettes de l'Agence diminuent de 18%.

L'Agence a comptabilisé 1.932.227€ en charges à imputer vis-à-vis de tiers pour lesquelles les factures n'étaient pas reçues ou comptabilisées au 31/12/2015 (2.320.871€ en 2014), ce montant inclut également la provision pour congés non pris par le personnel au 31/12/2015.

Les factures non reçues des fournisseurs tiers les plus importantes sont:

- 518.996€ pour les audits de projets relatifs aux programmes et pour lesquels les rapports de missions n'étaient pas reçus au 31/12/2015,
- 347.709€ pour les prestations de consultants informatiques délivrées en 2015 et non facturées au 31/12/2015,
- 226.364€ pour les prestations des intérimaires de décembre 2015 et non facturées au 31/12/2015,
- 73.136€ pour les frais de réunions liées aux activités opérationnelles dont les factures relatives aux dernières prestations de l'année n'étaient pas reçues au 31/12/2015,
- 65.102€ pour les frais de communication suite à l'organisation d'un infoday en novembre 2015 ainsi que les prestations de webmaster effectuées en 2015 par le personnel externe au sein du secteur communication,
- 54.394€ pour des frais de missions effectuées en 2015,
- 38.944€ pour du matériel informatique livré en décembre 2015,
- 28.943€ pour les frais de consommation et de maintenance des copieurs dans le courant du dernier trimestre 2015,
- 20.975€ pour les frais d'avocats délivrés en 2015,
- 20.325€ pour des formations suivies en 2015,
- ...

Quant à la provision pour congés non pris, elle s'élève à 495.913€ (429.562€ en 2014) cette année suite à l'augmentation des jours de congés non pris au 31/12/2015. Le calcul prend en compte la rémunération journalière moyenne par grade pour chaque type d'agent (agents temporaires et agents contractuels) multipliée par le nombre de jours non prestés.

Les factures non reçues ou comptabilisées au 31/12/2015 vis-à-vis des entités consolidées s'élèvent à 643.643€ par rapport à 821.315€ en 2014 et concernent divers SLA avec les DG pour des prestations de services horizontaux. Nous retiendrons les montants suivants:

- 278.902€ vis-à-vis de la DG HR, dans le cadre des services de sécurité ainsi que pour les formations et les visites médicales,
- 115.862€ pour les traductions réalisées au cours du mois de décembre (CDT),
- 108.319€ pour des prestations de l'OIB (notamment les services d'entretien et nettoyage, service courrier et de reproduction,...),
- 53.091€ pour les publications de l'OPOCE,
- 47.214€ pour les prestations du PMO (principalement le calcul des salaires),
- 36.835€ pour les formations organisées par l'EPSO,
- 3.420€ pour les formations organisées par la DIGIT.

➤ ***Dettes entités consolidées***

Enfin, l'Agence est redevable d'un montant de 1.376.498€ vis-à-vis de ses DG de tutelle qui correspond à la partie non utilisée du subside reçu en 2015.

2. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

2.1. PRODUITS D'EXPLOITATION

Le revenu de l'Agence en 2015 a diminué de 115.918€ par rapport à 2014 étant donné que la subvention de fonctionnement pour l'achèvement des projets du FED diminue progressivement. Il est principalement composé des éléments suivants:

2.1.1. Produits des opérations administratives

Les produits des opérations administratives s'élèvent à 26.086€ et concernent le surplus à rembourser par le CDT sur les montants facturés les années antérieures étant donné que leur fond de réserve maximum autorisé a été atteint en 2014.

2.1.2. Autres produits d'exploitation

➤ ***Différences de change***

Les gains de change s'élèvent à 4.615€ et résultent des calculs et des paiements de certains éléments du salaire en devises étrangères.

➤ ***Autres produits d'exploitation***

Ils correspondent:

- à la contribution du FED au budget administratif de l'Agence pour un montant de 245.000€ (-111.000€ par rapport à 2014),
- à des produits divers pour un montant de 15.674€ résultant d'un recouvrement de dépens suite au jugement d'un litige ainsi que de refacturations diverses,

- à la partie utilisée de la subvention reçue en 2015 (-7.480€ par rapport à 2014) et plus particulièrement:
 - 30.505.880€ de la DG EAC,
 - 8.416.312€ de la DG CNECT,
 - 2.409.776€ de la DG NEAR,
 - 2.005.963€ de la DG HOME,
 - 900.306€ de la DG DEVCO,
 - 852.073€ de la DG ECHO,
 - 148.191€ de FPI

2.2. CHARGES D'EXPLOITATION

2.2.1. Dépenses administratives

Les dépenses administratives ont augmenté de 483.893€ par rapport à l'année passée et sont de 45.883.230€.

- Les dépenses de personnel concernant les agents temporaires et les agents contractuels ont augmenté de 787.755€ (+3%) par rapport à l'an passé. Cette augmentation résulte de l'indexation des salaires relative à 2015, l'impact des promotions et de l'ancienneté ainsi que l'augmentation des jours de congés non pris au 31/12/2015.
- La charge d'amortissement relative aux immobilisations augmente de 28% par rapport à 2014 et s'élèvent à 716.433€. L'augmentation est principalement due au fait que de nouveaux développements informatiques internes ont été immobilisés cette année et amortis.
- Les autres dépenses administratives affichent une diminution de 460.406€ (-3%) par rapport à l'an dernier. La justification de cette diminution et les dépenses couvertes par ce poste sont détaillées ci-dessous.
 - les charges relatives à la location des immeubles et les frais accessoires s'élèvent à 3.548.346€ contre 3.632.344€ en 2014. Les loyers restent stables et les frais de gaz et électricité ont encore diminué sensiblement étant donné que le contrat a été transféré en avril 2014 à l'OIB qui refacture à l'Agence la consommation à travers le SLA. Ces dépenses sont, cette année, entièrement comptabilisées sur le compte 61100000 "Dépenses avec autres entités consolidées". Les autres frais n'appellent pas de commentaire particulier.

Il convient toutefois de signaler que les dépenses relatives à la sécurité et surveillance des immeubles ainsi que les frais de maintenance et de nettoyage exécutés conformément aux "protocole d'accord de services" signés avec l'OIB et la DG HR sont comptabilisés dans les dépenses avec entités consolidées et sont détaillés ci-dessous.

- Les autres dépenses s'élèvent à 8.286.487€, soit une diminution de 994.711€ (-11%) par rapport à 2014. Les principales dépenses et les raisons des variations de coûts sont explicitées ci-dessous.
 - Le poste fournitures de bureau et maintenance couvrent les frais de maintenance du matériel informatique et des logiciels, des copieurs ainsi que des fournitures diverses, les dépenses s'élèvent à 601.858€ par rapport à 606.721€ l'an dernier.
 - Les frais de communication s'élèvent à un montant de 503.921€ contre 485.875€ en 2014. Le nombre d'infodays qui a augmenté cette année évolue en fonction des

besoins de l'Agence mais les coûts sur ce poste correspondent à ce qui était planifié pour 2015.

- Les frais de contentieux ont diminué de 93.447€ par rapport à 2014 et sont d'un montant de 31.406€ en 2015. En 2014, l'Agence avait recouru de manière accrue à de l'assistance juridique pour un dossier exceptionnel dans le cadre de la lutte anti-fraude (OLAF).
- Les frais de formation s'élèvent à 192.034€ en diminution de 25.254€ par rapport à l'an dernier. Le nombre de formations était supérieur en 2014 étant donné que certaines ont été commandées fin d'année 2013 mais n'ont eu lieu que début 2014.
- Les frais de missions diminuent de 76.071€, ils sont de 466.031€ en 2015 suite à des mesures d'économie mises en place au sein de l'Agence.
- Les frais d'experts et de réunions s'élèvent à 154.205€ et affichent une diminution de l'ordre de 526.680€ par rapport à 2014. Bien que les experts soient financés sur les crédits opérationnels depuis 2014, l'Agence a encore payé sur les crédits administratifs (C8) les prestations effectuées début 2014 qui avaient été engagées fin 2013.
- Les frais informatiques (comptes 61094020 à 61094070) diminuent globalement d'environ 200.000€.

En 2015, l'Agence a encouru des frais de développements informatiques pour un montant de 1.295.165€ ainsi que des frais de personnel interne (participant aux développements) pour 26.192€. Sur ces montants, 1.320.375€, soit quasi l'intégralité, ont été transférés via le compte 61094070 "Transfert frais de développements internes en immobilisation" vers le compte de bilan 21400001 "Immobilisations en construction" étant donné que les outils dont le coût total est supérieur à 250.000€ sont, conformément aux règles comptables, immobilisés lors de leur mise en production. Ces coûts ont augmenté en 2015 car l'Agence a procédé à l'intégration du système Appfin dans Pegasus et a développé dans Olga une nouvelle application afin que les bénéficiaires puissent soumettre leurs rapports intermédiaires et finaux (E-Report). Par contre, les coûts de développement des outils dont le coût total est inférieur à 250.000€ ne s'élève qu'à environ 1.000€ contre 290.000€ en 2014. Ce sont ces coûts qui restent dans le compte de résultat et font baisser le niveau des frais informatiques pour cette année.

- Le coût des services et biens divers informatiques augmente de 90.776€ par rapport à 2014 et représente 2.083.610€ en 2015. Ce montant couvre des coûts de mises à jour et maintenance d'applications (Olga, Pegasus, on line expert evaluation, Sharepoint, Coolaborative tool, Appfin,...) pour un montant d'environ 1.160.500€. Ces coûts ne sont pas immobilisés car il s'agit de mises à jour de systèmes existants. Les prestations informatiques incluent également le service "helpdesk" pour un montant de l'ordre de 414.500€, de la maintenance et mise en place de serveurs pour un montant approximatif de 308.000€ ainsi que du développement de rapports en Business Object pour un montant de 158.000€.
 - Les services et biens divers non informatiques pour un montant de 4.206.912€ en 2015 (4.293.479€ en 2014) restent stables et couvrent essentiellement les frais d'audit et les prestations des intérimaires.
 - Les autres comptes n'appellent pas de commentaires particuliers.
- Enfin, l'Agence a comptabilisé un montant de 6.070.308€ (5.452.005€ en 2014) à titre de dépenses avec les entités consolidées. Ces dépenses concernent notamment:

- 2.370.500€ pour les prestations fournies par l'OIB et la DG HR dans le cadre du SLA (gestion, maintenance, sécurité et surveillance de l'immeuble) et ce compris la provision concernant les frais de remise en état de l'immeuble BOUR prévus à la fin de l'année 2016 lors de la clôture du contrat de bail,
- 1.385.500€ pour la mise à disposition d'outils informatiques "corporate" du dispositif de télécommunication et le support informatique des DG DIGIT, EAC et BUDG,
- 769.500€ pour la réalisation de traductions (SLA CDT),
- 677.500€ pour les crèches et garderie (SLA OIB),
- 338.500€ pour l'aide administrative du PMO dans le calcul des salaires, des frais de missions et des remboursements aux candidats,
- 169.500€ en frais de formation (SLA DG HR et EPSO),
- 142.500€ pour les frais de publication, diffusion et stockage (OPOCE),
- 66.500€ pour les frais d'archivage et d'affranchissement (SLA OIB),
- 78.000€ pour les visites médicales annuelles et de recrutement (SLA HR),
- ...

Les dépenses pour les outils corporate ont fortement diminué suite à la révision de la méthodologie de calcul de la contribution de l'Agence. Par contre, comme les bases légales ont été adoptées tardivement en 2014, les traductions demandées au CDT ont été postposées en partie sur 2015 et les frais de crèches et garderie ont aussi augmenté en fonction du nombre accru d'enfants au sein des structures d'accueil gérées par la DG OIB.

2.2.2. Dépenses opérationnelles

Les pertes de change s'élèvent à 6.122€ et résultent des calculs et des paiements de certains éléments du salaire en devises étrangères.

2.3. PRODUITS FINANCIERS

2.3.1. Produits d'intérêts

Les intérêts de 2015 s'élèvent à 21.007€ alors qu'en 2014, ils étaient de 38.017€.

2.4. CHARGES FINANCIERES

2.4.1. Charges d'intérêts

Cette année, l'Agence a dû supporter des intérêts de retard sur paiement pour un montant de 1.249€.

3. NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Cela signifie que le résultat net de l'exercice est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sortie de trésorerie opérationnelles passées ou futures liés à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie se rapportant aux investissements.

Le tableau des flux de trésorerie présente les flux de trésorerie de l'exercice classés en activités opérationnelles et d'investissement.

Les activités opérationnelles correspondent aux activités de l'Agence autres que les activités d'investissement. Il s'agit de la majorité des activités effectuées.

Les activités d'investissement couvrent l'acquisition et la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4. DROITS ET OBLIGATIONS HORS BILAN ET AUTRES INFORMATIONS

L'Agence a prolongé son contrat de bail pour le bâtiment BOU2 jusqu'au 31/12/2016 et pour le bâtiment BOUR jusqu'au 31/3/2017 car les bâtiments de la Commission n'étaient pas prêts. Le montant des loyers non indexés et restant à payer jusqu'à la fin de ces baux pour les deux bâtiments s'élève à 1.979.350€ pour 2016 compte tenu du fait que le paiement du loyer du 1^{er} trimestre 2016 de BOU2 a été effectué fin 2015, et à 359.556€ pour le 1^{er} trimestre 2017 de BOUR.

Il est prévu que l'Agence déménage en deux temps. L'immeuble BOU2 déménagerait dans le courant du mois de septembre 2016 et l'immeuble BOUR début 2017. L'Agence devra prendre en charge un double loyer pendant une période transitoire. Le processus préalable à la signature d'un SLA avec l'OIB étant actuellement en cours, le montant estimé du loyer est d'environ 900.000€ par trimestre.

Par ailleurs, l'Agence a reporté des crédits pour un montant de 4.662.621€ dont

- 2.432.846€ constituent une obligation hors bilan et concernent des factures à recevoir en 2016 pour des services ou des biens commandés en 2015 mais non prestés/livrés au 31/12/2015. Ce montant inclut notamment:
 - 1.143.000€ pour des frais opérationnels ou de développements informatiques qui seront prestés en 2016,
 - 487.500€ correspondant à la charge 2016 pour des missions d'audit contractualisées fin 2015,
 - 384.500€ pour des frais de communication (infodays, staffday, webmasters),
 - 106.500€ pour des inscriptions effectuées en 2015 à des formations qui se dérouleront en 2016,
 - 94.500€ pour la location ou l'achat de matériel informatique et divers commandés en 2015 et qui seront livrés en 2016,
 - 76.000€ pour des demandes de traduction introduites fin 2015 et qui seront réalisées début 2016,
 - 63.500 pour un kick off meeting qui se déroulera début 2016,
 - ...

- le solde, correspondant à des factures à recevoir en 2016 pour des prestations réalisées en 2015, a fait l'objet d'une provision pour factures à recevoir au passif du bilan.

5. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS

Les instruments financiers comprennent le cash, les créances à court terme, les dettes à court terme ainsi que les montants dus aux et par les entités consolidées.

<i>Actif financier</i>	2015	2014
Créances à court terme	484.610	1.375.482
Trésorerie et équivalents	5.834.320	6.364.689
Total Actif financier	6.318.930	7.740.171

<i>Passif financier</i>	2015	2014
Dettes fournisseurs	45.130	97.592
Dettes entités consolidées	1.377.888	1.352.072
Dettes diverses	20.464	64.117
Total Passif financier	1.443.482	1.513.781

5.1. RISQUE DE LIQUIDITE

Il s'agit du risque pour l'Agence de ne pas pouvoir honorer ses engagements à court terme.

En application des principes budgétaires, le budget "recettes" est suffisant pour couvrir l'ensemble des dépenses.

L'Agence gère son risque de liquidité en suivant régulièrement sa situation de trésorerie. Elle procède aux appels de fonds à ses DG de tutelles dès que le cash disponible sur son compte bancaire est inférieur à 5.000.000€. De plus, le découvert sur le compte bancaire n'est pas autorisé.

2015	< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes envers les tiers	65.594			65.594
Dettes envers les entités consolidées	1.377.888			1.377.888
Total dettes	1.443.482	0	0	1.443.482

5.2. RISQUE DE SOLVABILITE

Le risque de solvabilité est le risque que le débiteur ne paie pas sa dette à l'échéance convenue. Par ailleurs, l'Agence est également exposée à un risque limité en ce qui concerne les fonds dont elle dispose sur son compte bancaire.

Les principaux débiteurs de l'Agence sont les institutions européennes et éventuellement le personnel dans le cadre de régularisations salariales. Les créances sont payables au comptant ou dans l'année à l'exception du personnel qui peut dans certains cas bénéficier d'un délai supérieur.

2015	Non échus et non dépréciés	Dus et non dépréciés			Total
		< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Créances envers les tiers	482.953	1.657			484.610
Créances envers les entités consolidées					0
Total créances	482.953	1.657	0	0	484.610

Les liquidités de l'Agence sont déposées sur un compte bancaire ouvert auprès d'une banque commerciale sélectionnée à l'issue d'un appel d'offre imposant notamment comme critère d'éligibilité

aux soumissionnaires d'avoir un "credit rating" minimum. De plus, l'évolution de ce rating est suivie régulièrement.

Par ailleurs, les contributions des DG de tutelles sont appelées par tranches afin de minimiser le montant du cash sur le compte bancaire.

L'Agence dispose d'un compte courant et d'un compte de dépôt auprès d'ING Belgique.

Contrepartie avec notation de crédit externe: ING Belgique	Compte dépôt à court terme	Compte courant
Prime and high grade	1	5.834.319

La notation est fournie par Standard & Poors (A-1), Moody's (Prime-1) et Fitch (F1).

5.3. RISQUE DU TAUX D'INTERETS

L'Agence n'empruntant pas d'argent, elle n'est pas exposée à ce risque. Quant au risque de taux sur les intérêts générés par les fonds disponibles sur les comptes bancaires, il n'est pas matériel compte tenu des montants en jeu. De plus, les taux d'intérêts applicables sont calculés et fluctuent selon l'indice prévu par le contrat cadre en vigueur afin de garantir des taux en ligne avec les conditions du marché.

5.4. RISQUE DE CHANGE

Ce risque n'est pas matériel étant donné que l'Agence ne dispose que de comptes en euros et que toutes les transactions, hormis le paiement de certains éléments de salaires pour des montants mineurs, sont exécutées en euros.

6. METHODES COMPTABLES

Il n'y a eu aucun changement des méthodes comptables en 2015.

7. INFORMATIONS RELATIVES AU MANAGEMENT

Le grade le plus élevé au sein de l'Agence est AD14 et il concerne 2 personnes.

8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date de reddition des comptes, aucun événement matériel requérant une obligation d'information n'a été porté à la connaissance du comptable.

III. ETATS BUDGETAIRES

Le budget général de l'Agence obéit à plusieurs principes fondamentaux:

- **l'unité et la vérité budgétaire:** toutes les recettes et les dépenses doivent être réunies au sein d'un seul et unique document budgétaire. Elles doivent être imputées à une ligne du budget, et aucune dépense ne peut dépasser les crédits autorisés;
- **l'universalité:** ce principe regroupe deux règles:
 - la règle de non-affectation, selon laquelle les recettes budgétaires ne doivent pas être affectées à des dépenses précises (l'ensemble des recettes couvre l'ensemble des dépenses);
 - la règle de non-contraction, selon laquelle les recettes et les dépenses doivent être inscrites dans le budget pour leur montant intégral, sans contraction entre elles,
- **l'annualité:** les crédits inscrits sont autorisés pour la durée d'un seul exercice budgétaire et doivent donc être utilisés au cours de cet exercice;
- **l'équilibre:** le budget est équilibré en recettes et en dépenses (les prévisions de recettes couvrent les crédits de paiement),
- **la spécialité:** chaque crédit doit avoir une destination déterminée et être affecté à ce but spécifique,
- **l'unité de compte:** le budget est établi, exécuté et fait l'objet d'une reddition des comptes en euros;
- **la bonne gestion financière:** les crédits budgétaires sont utilisés conformément au principe de bonne gestion financière, à savoir conformément aux principes d'économie, d'efficience et d'efficacité;
- **la transparence:** le budget et les comptes annuels définitifs sont publiés au Journal officiel de l'Union européenne.

III.1. RESULTAT BUDGETAIRE

					2015	2014	
REVENUS							
	Subventions de la Commission (pour le budget de fonctionnement -Titres 1,2 et 3 - de l'agence)			+	46.615.000,00	46.589.000,00	
	Autres contributions(FED)			+	245.000,00	356.000,00	
	Autres revenus			+	88.124,92	48.682,31	
TOTAL REVENUS (a)					46.948.124,92	46.993.682,31	
DEPENSES							
	<i>Titre I:Personnel</i>						
	Paielements			-	31.256.117,85	30.191.516,38	
	Crédits reportés			-	548.564,31	965.924,55	
	<i>Titre II:Dépenses administratives</i>						
	Paielements			-	7.204.849,74	7.888.512,69	
	Crédits reportés			-	1.294.414,17	1.363.758,55	
	<i>Titre III:Dépenses administratives</i>						
	Paielements			-	2.851.094,45	2.513.674,03	
	Crédits reportés			-	2.819.642,23	3.204.051,33	
TOTAL DEPENSES (b)					45.974.682,75	46.127.437,53	
RESULTAT DE L'ANNEE FINANCIERE (a-b)					973.442,17	866.244,78	
Annulation des crédits de paiement non utilisés reportés de l'année précédente					+	404.563,23	479.029,74
Ajustements du report de l'année précédente des crédits disponibles au 31.12 provenant de revenus attribués					+		
Différences de change de l'année (gain +/-)					+/-	-1.507,43	-2.256,49
SOLDE DU RESULTAT DE L'ANNEE FINANCIERE						1.376.497,97	1.343.018,03

L'Agence affiche un surplus budgétaire de 1.376.498€.

Ce surplus qui sera restitué aux DG de tutelle en 2016 s'explique comme suit:

- 88.125€ (autres revenus) dont 48.623€ provenant d'un remboursement du CDT, 23.828€ correspondant à des intérêts bancaires perçus en 2015 et 15.674 € issus de refacturation diverses qui conformément au règlement financier des agences exécutives ne peuvent faire l'objet d'une recette affectée,
- 885.317€ résultant de la partie non engagée des subventions 2015 reçues des DG de tutelle (cfr point III.3 exécution budgétaire C1 pour le détail),
- 404.563€ provenant de la partie non utilisée des crédits reportés de 2014 vers 2015 en vue d'effectuer des paiements (cfr point III.3 exécution budgétaire C8 pour le détail),
- Enfin, ce montant est diminué de 1.507€ résultant des pertes de change.

Quant aux intérêts générés sur la subvention pour le dernier trimestre de 2015, ils s'élèvent à 5.664€. Ils seront encaissés par l'Agence en janvier 2016 et inscrits à son budget 2016 en tant que revenus divers pour être ensuite reversés à la Commission à titre de surplus budgétaire 2016. Les intérêts relatifs aux 3 premiers trimestres ayant déjà été encaissés, ils ont déjà été inclus dans les autres revenus et font partie du surplus budgétaire 2015.

III.2.RECONCILIATION DU RESULTAT BUDGETAIRE/COMPTABLE

	sign +/-	
Résultat économique de l'Année	+/-	-339.718
Ajustements comptables: éléments inclus dans le résultat économique mais pas dans le résultat budgétaire		
Ajustements Cut off (extourne 31.12.N-1)	-	-3.221.574
Ajustements Cut off (cut- off 31.12.N)	+	2.588.554
Factures non payées au 31/12/N et comptabilisées dans un compte de charge	+	22.368
charge d'amortissements de l'année des immobilisations corporelles et incorporelles	+	716.433
Provisions	+	250.000
Paielements effectués sur les crédits reportés	+	5.129.171
Autres (charges à reporter payées en N-1 et prises en charge dans l'année N - revenu d'un don d'assets non amortis intégralement)	+/-	658.399
Ajustements budgétaires: éléments inclus dans le résultat budgétaire mais pas dans le résultat économique		
Acquisitions d'immobilisations (moins montants impayés au 31/12/N)	-	-1.368.700
Nouveaux préfinancements reçus dans l'année N et ouverts au 31/12/N	+	1.376.498
Crédits de paiement reportés en N+1	-	-4.662.621
Annulation de crédits de paiement reportés de N-1	+	404.563
Autres (charges à reporter payés dans l'année N et factures payées en N et comptabilisées en charges N-1)	+/-	-176.108
total		1.377.266
Résultat budgétaire (+ surplus)		1.376.498
Différence non expliquée		-768

Il existe des différences permanentes ou temporelles entre le résultat budgétaire basé sur la comptabilité de caisse et le résultat comptable basé sur la comptabilité d'exercice. Il s'ensuit que l'agence présente un résultat comptable de -339.718€ (perte) et un résultat budgétaire de 1.376.495€ (surplus). Cette différence s'explique par les éléments suivants:

- Dans le résultat comptable les factures non comptabilisées ou non reçues au 31/12/N mais relatives à des services prestés ou des biens livrés en N sont considérées comme des charges de l'année alors que budgétairement la charge inclut également les reports de crédits destinés à l'apurement des factures à recevoir l'année suivante pour des services ou biens qui ont été engagés en N et seront prestés au début N+1 .
- En comptabilité d'exercice, les charges payées d'avance sont reportées sur l'exercice au cours duquel elles sont réellement encourues (année de prestation) alors que le résultat budgétaire prend en compte ce montant car ces dépenses ont été décaissées. A l'inverse, les montants payés les années antérieures n'ont plus d'impact sur le résultat budgétaire mais bien sur le résultat comptable au moment de la prise en charge de la partie relative à l'année en cours.
- Dans le résultat comptable, seul l'amortissement annuel des immobilisations est considéré comme charge alors que budgétairement la dépense prise en compte correspond au coût d'achat de l'immobilisation au moment où elle est décaissée.

- Les provisions constituent des charges qui diminuent le résultat comptable et inversement une extourne de provision augmente le résultat comptable alors que ces charges non décaissées n'influencent pas le résultat budgétaire.
- Les paiements réalisés sur les crédits reportés constituent une charge impactant le résultat économique alors que budgétairement la charge a été prise en compte en N-1.
- La partie non utilisée du subside reçu dans l'année n n'est pas considérée comme recette en comptabilité d'exercice alors que budgétairement elle constitue une recette car il s'agit de fonds encaissés dans l'année.

III.3. EXECUTION BUDGETAIRE

III.3.1. DEPENSES BUDGETAIRES

Le budget de fonctionnement final pour 2015 de l'Agence s'élevait à 46,86 M€, ce qui est comparable à 2014.

Les crédits engagés s'élèvent à 45,97 M€ représentant 98% des crédits alloués, ce qui est en ligne avec l'objectif de 97% fixé dans le plan de gestion. L'an dernier, le taux d'exécution était également de 98%.

Les paiements atteignent 41,31 M€ représentant un taux d'exécution de 88% des crédits disponibles, soit 2% de plus que l'an dernier. L'exécution est donc supérieure à l'objectif fixé dans le plan de gestion (80%).

Les reports de crédits s'élèvent à 4,66M€ équivalents à 10% des crédits engagés. Le taux de report est de 2% inférieur à l'an dernier.

Par ailleurs, les crédits reportés de 2014 n'ont pas été complètement utilisés en 2015. En effet, 0,41 M€ représentant 7,3% du report ont fait l'objet d'une annulation. Le taux d'annulation est de 1,6% inférieur à 2014.

TITRE I - Dépenses de personnel	2015	2014	Var.
Crédits budgétaires - C1 (1)	31.960.000	31.693.000	1%
Engagements (2)	31.804.682	31.157.441	2%
Paievements (3)	31.256.118	30.191.516	4%
Report de crédits (n+1) (4)	548.564	965.925	-43%
Dépenses totales sur crédits C1 (5) = (3) + (4)	31.804.682	31.157.441	2%
Annulation de reports de crédits antérieurs - C8	113.731	102.112	11%
% d'utilisation des crédits (5)/(1)	99,51%	98,31%	
% de paiements par rapport aux engagements (3)/(2)	98,28%	96,90%	
TITRE II - Dépenses d'infrastructure et de fonctionnement	2015	2014	Var.
Crédits budgétaires - C1 (1)	8.708.000	9.278.000	-6%
Engagements (2)	8.499.264	9.252.271	-8%
Paievements (3)	7.204.850	7.888.513	-9%
Report de crédits (n+1) (4)	1.294.414	1.363.759	-5%
Dépenses totales sur crédits C1 (5) = (3) + (4)	8.499.264	9.252.271	-8%
Annulation de reports de crédits antérieurs - C8	75.369	376.918	-80%
% d'utilisation des crédits (5)/(1)	97,60%	99,72%	
% de paiements par rapport aux engagements (3)/(2)	84,77%	85,26%	
TITRE III - Dépenses de support aux programmes	2015	2014	Var.
Crédits budgétaires - C1 (1)	6.192.000	5.974.000	4%
Engagements (2)	5.670.737	5.717.725	-1%
Paievements (3)	2.851.094	2.513.674	13%
Report de crédits (n+1) (4)	2.819.642	3.204.051	-12%
Dépenses totales sur crédits C1 (5) = (3) + (4)	5.670.737	5.717.725	-1%
Annulation de reports de crédits antérieurs - C8	215.463		
% d'utilisation des crédits (5)/(1)	91,58%	95,71%	
% de paiements par rapport aux engagements (3)/(2)	50,28%	43,96%	
TOTAL	2015	2014	Var.
Crédits budgétaires - C1 (1)	46.860.000	46.945.000	0%
Engagements (2)	45.974.683	46.127.438	0%
Paievements (3)	41.312.062	40.593.703	2%
Report de crédits (n+1) (4)	4.662.621	5.533.734	-16%
Dépenses totales sur crédits C1 (5) = (3) + (4)	45.974.683	46.127.438	0%
Annulation de reports de crédits antérieurs - C8	404.563	479.030	-16%
% d'utilisation des crédits (5)/(1)	98,11%	98,26%	
% de paiements par rapport aux engagements (3)/(2)	89,86%	88,00%	

Le détail de l'exécution des crédits 2015 ainsi que les commentaires sont présentés ci-après.

Exécution des crédits C1:

Ligne	Description	Crédits (1)	Engagements (2)	% Engagé (2)/(1)	Paiements (3)	% Payé (3)/(1)	Surplus budgétaire (1)-(2)	Crédits reportés (2)-(3)
1111	Agents temporaires	11.210.000	11.183.151	99,76 %	11.179.151	99,72 %	26.849	4.000
art. 111	Agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs	11.210.000	11.183.151	99,76 %	11.179.151	99,72 %	26.849	4.000
1121	Agents contractuels	15.640.000	15.610.721	99,81 %	15.610.721	99,81 %	29.279	0
art. 112	Agents contractuels	15.640.000	15.610.721	99,81 %	15.610.721	99,81 %	29.279	0
1131	Intérimaires	3.150.000	3.086.667	97,99 %	2.808.338	89,15 %	63.333	278.328
1132	Stagiaires	277.000	276.217	99,72 %	276.217	99,72 %	783	0
art. 113	Autre personnel externe	3.427.000	3.362.884	98,13 %	3.084.556	90,01 %	64.116	278.328
Chap. 11	Rémunérations, indemnités et charges	30.277.000	30.156.756	99,60 %	29.874.428	98,67 %	120.244	282.328
1211	Gestion administrative du personnel	390.000	387.012	99,23 %	337.842	86,63 %	2.988	49.170
art. 121	Gestion du personnel	390.000	387.012	99,23 %	337.842	86,63 %	2.988	49.170
1221	Cours de langues, recyclage et perfectionnement professionnel	345.000	318.126	92,21 %	151.281	43,85 %	26.874	166.845
art. 122	Développement professionnel et missions	345.000	318.126	92,21 %	151.281	43,85 %	26.874	166.845
1231	Service médical	75.000	75.000	100,00 %	42.931	57,24 %	0	32.069
1232	Mobilité	45.000	43.000	95,56 %	37.603	83,56 %	2.000	5.397
1233	Services sociaux et autres interventions	788.000	788.000	100,00 %	780.346	99,03 %	0	7.654
art. 123	Dépenses sociales	908.000	906.000	99,78 %	860.880	94,81 %	2.000	45.120
1241	Frais de représentation, réunions internes et événements	40.000	36.788	91,97 %	31.687	79,22 %	3.212	5.101
art. 124	Représentation et réunions internes	40.000	36.788	91,97 %	31.687	79,22 %	3.212	5.101
Chap. 12	Développement professionnel et dépenses sociales	1.683.000	1.647.926	97,92 %	1.381.690	82,10 %	35.074	266.236
Titre I	DEPENSES DE PERSONNEL	31.960.000	31.804.682	99,51 %	31.256.118	97,80 %	155.318	548.564
2111	Loyers, usufruits et frais accessoires	2.156.000	2.155.577	99,98 %	2.155.577	99,98 %	423	0
2112	Charges relatives aux immeubles	3.000.000	2.982.880	99,43 %	2.679.357	89,31 %	17.120	303.523
art. 211	Loyers et charges	5.156.000	5.138.457	99,66 %	4.834.934	93,77 %	17.543	303.523
Chap. 21	Dépenses d'immeubles	5.156.000	5.138.457	99,66 %	4.834.934	93,77 %	17.543	303.523
2211	Équipement de traitement de données et de télécommunication	370.000	363.572	98,26 %	187.990	50,81 %	6.428	175.583
2212	Applications informatiques	595.000	584.243	98,19 %	450.366	75,69 %	10.757	133.878
art. 221	Environnement TIC	965.000	947.815	98,22 %	638.355	66,15 %	17.185	309.460
2221	Autres services externes pour le traitement des données	2.270.000	2.151.622	94,79 %	1.566.836	69,02 %	118.378	584.786
art. 222	Autres services IT et Telecom	2.270.000	2.151.622	94,79 %	1.566.836	69,02 %	118.378	584.786
Chap. 22	Dépenses de technologie de l'information et de la communication	3.235.000	3.099.438	95,81 %	2.205.192	68,17 %	135.562	894.246
2311	Achat, location, entretien et réparation de mobilier, matériel et installations tech	13.000	7.830	60,23 %	3.702	28,48 %	5.170	4.128
2312	Frais de manutention et déménagements	35.000	27.572	78,78 %	7.926	22,64 %	7.428	19.647
art. 231	Mobilier, Matériel et installations techniques	48.000	35.402	73,75 %	11.628	24,22 %	12.598	23.774
2321	Papeterie et fournitures de bureau	75.000	75.000	100,00 %	60.947	81,26 %	0	14.053
2322	Affranchissement de correspondance et frais de port	50.000	50.000	100,00 %	40.713	81,43 %	0	9.288
art. 232	Fournitures de bureau et frais de correspondance	125.000	125.000	100,00 %	101.659	81,33 %	0	23.341
2331	Bibliothèque, abonnement à des publications, acquisition d'information et arch	45.000	44.922	99,83 %	39.776	88,39 %	78	5.146
art. 233	Acquisition et conservations d'informations	45.000	44.922	99,83 %	39.776	88,39 %	78	5.146
2341	Frais bancaires et autres frais financiers	1.000	250	25,00 %	0	0,05 %	750	250
2342	Frais de contentieux, dommages et intérêts	90.000	51.500	57,22 %	10.431	11,59 %	38.500	41.069
art. 234	Charges financières, juridiques et légales	91.000	51.750	56,87 %	10.431	11,46 %	39.250	41.319
2351	Assurances et autres dépenses diverses de fonctionnement courant	8.000	4.295	53,69 %	1.230	15,37 %	3.705	3.065
art. 235	Autres dépenses de fonctionnement	8.000	4.295	53,69 %	1.230	15,37 %	3.705	3.065
Chap. 23	Biens meubles et dépenses de fonctionnement courant	317.000	261.369	82,45 %	164.724	51,96 %	55.631	96.645
Titre II	INFRASTRUCTURE ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8.708.000	8.499.264	97,60 %	7.204.850	82,74 %	208.736	1.294.414
3111	Réunions	475.000	228.861	48,18 %	81.235	17,10 %	246.139	147.626
art. 311	Réunions	475.000	228.861	48,18 %	81.235	17,10 %	246.139	147.626
3121	Information, communication et publication	790.000	763.758	96,68 %	210.505	26,65 %	26.242	553.253
art. 312	Information, communication et publication	790.000	763.758	96,68 %	210.505	26,65 %	26.242	553.253
3131	Traduction et interprétation	717.000	640.000	89,26 %	447.999	62,48 %	77.000	192.001
art. 313	Traduction et interprétation	717.000	640.000	89,26 %	447.999	62,48 %	77.000	192.001
3141	Audits	1.300.000	1.253.901	96,45 %	247.198	19,02 %	46.099	1.006.703
art. 314	Audits	1.300.000	1.253.901	96,45 %	247.198	19,02 %	46.099	1.006.703
3151	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	600.000	526.000	87,67 %	435.059	72,51 %	74.000	90.941
art. 315	Missions	600.000	526.000	87,67 %	435.059	72,51 %	74.000	90.941
3161	Informatique spécifique	2.310.000	2.258.217	97,76 %	1.429.098	61,87 %	51.783	829.119
art. 316	Informatique spécifique	2.310.000	2.258.217	97,76 %	1.429.098	61,87 %	51.783	829.119
Chap. 31	Dépenses liées à la gestion des programmes	6.192.000	5.670.737	91,58 %	2.851.094	46,04 %	521.263	2.819.642
Titre III	DEPENSES DE SUPPORT AUX PROGRAMMES	6.192.000	5.670.737	91,58 %	2.851.094	46,04 %	521.263	2.819.642
TOTAL		46.860.000	45.974.683	98,11 %	41.312.062	88,16 %	885.317	4.662.621

I. Exécution des crédits d'engagements

Sur les crédits alloués de 46,860 M€, 45,975 M€ ont été engagés, laissant un surplus de 0,885 M€. Les engagements se répartissent comme suit:

- 31,805M€ sur le titre I "Rémunérations, indemnités et charges" c'est-à-dire 99,5% du budget alloué à ce titre (31,960M€).
- 8,499 M€ sur le titre II "Immeubles, Matériel et Dépenses de fonctionnement" représentant 97,6 % du budget disponible sur ce titre (8,708 M€).
- 5,671 M€ sur le titre III "Dépenses de support aux programmes" équivalant à 91,6% des crédits alloués à ce titre (6,192 M€).

Titre I (Dépenses de personnel):

La quasi-totalité des crédits disponibles sur ce titre a été engagée. Il n'appelle donc pas de commentaire particulier.

Titre II (Infrastructure et dépenses de fonctionnement):

L'exécution budgétaire sur ce titre a atteint 97,6% affichant un surplus de 0,209 M€.

Elle est de quasiment 100% sur le chapitre 21 "Dépenses d'immeubles".

Sur le chapitre 22 "Dépenses de technologies de l'information et de la communication, le surplus concerne essentiellement la ligne 2221 "Autres services externes pour le traitement des données". La DG DIGIT a annoncé, en fin d'année, une réduction du coût de la contribution de l'Agence aux "outils corporate" suite à une révision de la méthodologie de calcul. Seule une partie de ce montant a pu être réaffectée.

Sur le chapitre 23 qui représente 3,6% du titre II, l'exécution n'est que de 82,5%. Le surplus concerne essentiellement la ligne 2342 "frais de contentieux" sur laquelle un montant de 0,039 M€ n'a finalement pas été contractualisé. L'Agence avait prévu des crédits pour recourir à de l'assistance juridique pour des recours en défense dans le cadre d'un dossier OLAF. La totalité des crédits prévus à cet effet n'a pas été utilisée étant donné qu'un seul recours a été introduit.

Titre III (Dépenses de support aux programmes):

L'exécution sur ce titre est de 91,58% et les crédits non engagés s'élèvent à 0,521 M€.

Le surplus le plus important de 0,246 M€ concerne les frais de réunions étant donné qu'il a été décidé en fin d'année de ne pas organiser un kick off meeting initialement prévu au profit d'un événement conjoint avec la DG EAC en 2016. Par ailleurs deux autres réunions ont été contractualisées pour un montant inférieur aux prévisions.

Sur les traductions, l'Agence n'a finalement pas utilisé le montant réservé pour traduire des documents sur demande des bénéficiaires dans le cadre des appels à proposition et la traduction de certains documents est postposées à 2016.

En ce qui concerne les audits, l'Agence n'a pas utilisé la totalité des crédits disponibles étant donné qu'elle a été en mesure de réduire les réengagements pour couvrir les contrats des années antérieures.

L'Agence a postposé certaines missions prévues en 2015 sur 2016.

Au niveau des dépenses d'informatique spécifique, une partie des crédits n'a pas été utilisée suite à la démission d'un contractant.

II. Exécution des crédits de paiements

L'exécution des crédits de paiement s'élève à 41,312 M€ soit 88,2% des crédits disponibles. Un montant de 4,663 M€ a été reporté pour couvrir des prestations effectuées en 2015 et non facturées au 31/12/2015 ou des prestations qui seront rendues début 2016. Ce montant sera payé en 2016 après

réception des factures. Les sommes non nécessaires au paiement de factures ont fait l'objet d'un dégageant avant le 31/12/15.

Les paiements se répartissent comme suit:

- 31,256 M€ sur le titre I "Dépenses de Personnel" c'est-à-dire 97,8% du budget alloué à ce titre. Le solde de 0,549 M€ (1,7% des crédits engagés) est reporté en 2016 et sera payé à la réception des factures concernées.
- 7,205 M€ sur le titre II " Infrastructure et Dépenses de fonctionnement" représentant 82,7% du budget disponible sur ce titre. Le solde de 1,294M€ (15,2% des crédits engagés) est reporté à 2016 et sera payé à la réception des factures.
- 2,851 M€ sur le titre III "Dépenses de support aux programmes" représentant 46% des crédits disponibles sur ce titre. Le solde de 2,820 M€ (49,7% des crédits engagés) est reporté à 2016 et sera payé à la réception des factures.

Les principaux paiements restant à réaliser sur les différents titres concernent essentiellement:

Titre I (Dépenses de personnel):

- Sur les rémunérations, indemnités et charges (chap. 11) qui représente 95% des crédits du titre I (dépenses de personnel), 99% des crédits engagés ont été payés. Des factures sont encore à recevoir pour les prestations intérimaires du mois de décembre.
- Sur le développement professionnel et les dépenses sociales (chap. 12), 82% des crédits engagés ont été payés. Comme l'an dernier des factures sont encore attendues essentiellement pour la formation, les prestations du PMO en matière de gestion administrative du personnel et le service médical.

Titre II (Infrastructure et dépenses de fonctionnement):

- Sur les dépenses d'immeubles (chap. 21), 94% des crédits engagés ont été liquidés. Des factures doivent encore être reçues pour les prestations de sécurité et de maintenance des immeubles couvertes par un "Service Level Agreement" ainsi que pour la consommation d'eau, gaz et électricité.
- Sur les dépenses de technologie de l'information et de la communication (chap. 22), 71% des crédits engagés ont été payés. Des factures sont encore à recevoir étant donné que certains engagements couvrent des prestations étalées sur 2015 et début 2016 et que des commandes et contrats ont été conclus vers la fin de l'année 2015.
- Sur les biens meubles et dépenses de fonctionnement courant (chap. 23), 63% des crédits engagés ont fait l'objet de paiement. Des factures sont attendues, essentiellement, pour les prestations d'assistance juridique et dans une moindre mesure pour des services de manutention et déménagement ainsi que pour les fournitures de bureau.

Titre III (Dépenses de support aux programmes):

- Sur les dépenses liées à la gestion des programmes (chap 31), seuls 46% des crédits engagés ont été payés. Hormis sur les lignes 3151 "frais de missions", 3131 "frais de traductions et 3161 "informatique spécifique" pour lesquelles les taux de paiement sont respectivement de 73% et 62 % des crédits engagés, les autres lignes font l'objet de reports importants de crédits.
- En ce qui concerne les dépenses de réunions et de communication, des dépenses importantes ont été engagées fin 2015 et les paiements restant à réaliser seront pour la majorité effectués au cours du 1^{er} trimestre 2016 à l'issue des prestations.

- Pour les audits (ligne 3141), compte tenu des délais de réalisation des audits, les paiements seront étalés sur l'année 2016 au fur et à mesure de la réception des rapports.

Exécution des crédits reportés (C8):

Les crédits reportés de 2014 s'élevaient à 5,534 M€. Ils ont été consommés à hauteur de 92,7% laissant un surplus budgétaire de 0,405 M€ dont:

- 0,114 M€ sur le titre I "dépendances de personnel",
- 0,075 M€ sur le titre II " Infrastructure et dépenses de fonctionnement",
- 0,215 M€ sur le titre III "dépendances de support aux programmes".

Les annulations de crédits les plus importantes sont expliquées ci-dessous.

Sur la ligne 1131 "intérimaires", les montants reportés correspondaient au maximum prévu pour les commandes des mois de novembre et décembre alors que le paiement a été effectué sur la base des prestations réelles (hors congé et maladie);

Sur la ligne 1211 "Gestion administrative du personnel", l'Agence a payé une provision sur les prestations du PMO en 2014 et le décompte des frais réels transmis par le PMO en 2015 était inférieur aux prévisions.

Sur la ligne 1221 "Cours de langues et perfectionnement professionnel", certaines inscriptions ont fait l'objet d'une annulation en 2015 ou d'une différence de facturation par rapport à l'estimation.

Sur la ligne 2112 "Charges relatives aux immeubles", l'Agence a payé une provision sur les prestations de l'OIB en 2014 et le décompte des frais réels transmis en 2015 s'est avéré inférieur aux estimations.

Sur la ligne 2211 "Equipeement de traitement de données et de télécommunication", le décompte relatif à l'utilisation des copieurs était inférieur aux montants estimés.

Sur la ligne 2221 "Autres services externes pour le traitement des données, les jours réellement prestés par certains consultants sont inférieurs au maximum prévu par le contrat.

Sur la ligne 3121 "information, communication et publication", le coût réel des infodays étant en partie basé sur le nombre de participants, le solde payé en 2015 était inférieur au maximum prévu dans le contrat.

Sur la ligne 3141 "Audit", le contractant n'ayant pas finalisé certaines missions au 31/12/2015, l'Agence n'a pas pu procéder au paiement du solde des missions concernées.

Sur la ligne 3151 "Missions", les montants payés correspondent aux coûts réels déclarés par le chargé de mission alors que les crédits reportés correspondent aux montants maximum prévus dans les ordres de missions.

Ligne	Description	Crédits reportés de 2014	Payé	% Payé	Annulation de crédits
1131	Intérimaires	684.947	621.481	90,73 %	63.466
art. 113	Autre personnel externe	684.947	621.481	90,73 %	63.466
Chap. 11	Rémunérations, indemnités et charges	684.947	621.481	90,73 %	63.466
1211	Gestion administrative du personnel	31.262	19.751	63,18 %	11.511
art. 121	Gestion du personnel	31.262	19.751	63,18 %	11.511
1221	Cours de langues, recyclage et perfectionnement professionnel	204.636	176.414	86,21 %	28.222
art. 122	Développement professionnel et missions	204.636	176.414	86,21 %	28.222
1231	Service médical	27.376	27.195	99,34 %	181
1232	Mobilité	8.441	3.348	39,66 %	5.093
1233	Services sociaux et autres interventions	2.886	2.886	100,00 %	0
art. 123	Dépenses sociales	38.703	33.429	86,37 %	5.274
1241	Frais de représentation, réunions internes et événements	6.377	1.119	17,54 %	5.258
art. 124	Représentation et réunions internes	6.377	1.119	17,54 %	5.258
Chap. 12	Développement professionnel et dépenses sociales	280.977	230.712	82,11 %	50.265
Titre I	DEPENSES DE PERSONNEL	965.925	852.193	88,23 %	113.731
2112	Charges relatives aux immeubles	276.188	260.230	94,22 %	15.958
art. 211	Loyers et charges	276.188	260.230	94,22 %	15.958
2121	Aménagements des locaux et autres dépenses	5.000		0,00 %	5.000
art. 212	Aménagements des locaux	5.000		0,00 %	5.000
Chap. 21	Dépenses d'immeubles	281.188	260.230	92,55 %	20.958
2211	Équipement de traitement de données et de télécommunication	168.637	154.687	91,73 %	13.950
2212	Applications informatiques	204.453	202.062	98,83 %	2.391
art. 221	Environnement TIC	373.090	356.749	95,62 %	16.341
2221	Autres services externes pour le traitement des données	648.942	624.855	96,29 %	24.088
art. 222	Autres services IT et Telecom	648.942	624.855	96,29 %	24.088
Chap. 22	Dépenses de technologie de l'information et de la communication	1.022.032	981.603	96,04 %	40.429
2311	Achat, location, entretien et réparation de mobilier, matériel et installations techniques	15.569	13.922	89,42 %	1.647
2312	Frais de manutention et déménagements	3.252	1.644	50,54 %	1.609
art. 231	Mobilier, Matériel et installations techniques	18.821	15.565	82,70 %	3.255
2321	Papeterie et fournitures de bureau	18.842	16.129	85,60 %	2.713
2322	Affranchissement de correspondance et frais de port	8.640	5.278	61,09 %	3.362
art. 232	Fournitures de bureau et frais de correspondance	27.482	21.407	77,89 %	6.075
2331	Bibliothèque, abonnement à des publications, acquisition d'information et archivage de	5.900	5.596	94,85 %	304
art. 233	Acquisition et conservations d'informations	5.900	5.596	94,85 %	304
2341	Frais bancaires et autres frais financiers	0	0	100,00 %	0
2342	Frais de contentieux, dommages et intérêts	3.500	3.500	100,00 %	0
art. 234	Charges financières, juridiques et légales	3.500	3.500	100,00 %	0
2351	Assurances et autres dépenses diverses de fonctionnement courant	4.836	488	10,09 %	4.348
art. 235	Autres dépenses de fonctionnement	4.836	488	10,09 %	4.348
Chap. 23	Biens meubles et dépenses de fonctionnement courant	60.539	46.556	76,90 %	13.982
Titre II	INFRASTRUCTURE ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1.363.759	1.288.390	94,47 %	75.369
3111	Réunions	58.998	53.181	90,14 %	5.818
art. 311	Réunions	58.998	53.181	90,14 %	5.818
3121	Information, communication et publication	534.591	465.492	87,07 %	69.099
art. 312	Information, communication et publication	534.591	465.492	87,07 %	69.099
3131	Traduction et interprétation	328.179	318.878	97,17 %	9.301
art. 313	Traduction et interprétation	328.179	318.878	97,17 %	9.301
3141	Audits	1.034.354	932.403	90,14 %	101.952
art. 314	Audits	1.034.354	932.403	90,14 %	101.952
3151	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	73.800	50.377	68,26 %	23.423
art. 315	Missions	73.800	50.377	68,26 %	23.423
3161	Informatique spécifique	1.174.129	1.168.258	99,50 %	5.871
art. 316	Informatique spécifique	1.174.129	1.168.258	99,50 %	5.871
Chap. 31	Dépenses liées à la gestion des programmes	3.204.051	2.988.588	93,28 %	215.463
Titre III	DEPENSES DE SUPPORT AUX PROGRAMMES	3.204.051	2.988.588	93,28 %	215.463
TOTAL		5.533.734	5.129.171	92,69 %	404.563

III.3.2. RECETTES BUDGETAIRES

Ligne budgétaire	Description de la ligne budgétaire	Revenus Budgetés (1)	Ordres de recouvrement émis (2)	Revenus encaissés (3)
I2014-1111-IC1	Subvention Commission EAC - Erasmus +	25.767.300	25.767.300	25.767.300
I2014-1112-IC1	Subvention Commission EAC - Europe Creative	3.571.600	3.571.600	3.571.600
I2014-1112-IC1	Subvention Commission CNECT - Europe Creative	8.672.400	8.672.400	8.672.400
I2014-1113-IC1	Subvention Commission COMM - Europe pour les Citoyens	2.067.000	2.067.000	2.067.000
I2014-1114-IC1	Subvention Commission EAC - ENI/DCI	1.832.800	1.832.800	1.832.800
I2014-1114-IC1	Subvention Commission DEVCO - DCI	927.700	927.700	927.700
I2014-1114-IC1	Subvention Commission NEAR - ENI	1.916.200	1.916.200	1.916.200
I2014-1115-IC1	Subvention Commission FPI - PI	152.700	152.700	152.700
I2014-1116-IC1	Subvention Commission EAC - IPA	262.400	262.400	262.400
I2014-1116-IC1	Subvention Commission NEAR - IPA	566.900	566.900	566.900
I2014-1117-IC1	Subvention Commission ECHO - Aide Humanitaire	878.000	878.000	878.000
I2014-1121-IC1	Contribution du FED	245.000	245.000	245.000
I2014-2311-IC1	Autres revenus		88.125	88.125
	GRAND TOTAL	46.860.000	46.948.125	46.948.125

La totalité des fonds appelés dans le cadre de la subvention ainsi que les ordres de recouvrement émis ont été encaissés au 31/12/15.

En 2015, l'Agence a bénéficié d'une subvention de 46,860 M€ et a procédé à des recouvrements pour un montant total de 0,088 M€ dont:

- 0,024 M€ correspondant aux intérêts bancaires du dernier trimestre 2015 et des 3 premiers trimestres de 2015,
- 0,048 M€ correspondent à un remboursement du CDT,
- 0,013 M€ correspondant aux recouvrement des dépens dans le cadre d'un dossier juridique,
- 0,003 M€ résultant de refacturation diverses.

Le budget initial ainsi que les budgets révisés sont présentés au point suivant.

III.4. BUDGET INITIAL 2015 ET TRANSFERTS

L'Agence a démarré l'année 2015 avec un budget de 49,790 M€. Elle a procédé en octobre à une actualisation de ses besoins qui l'a amenée à réduire son budget de 2,930 M€. Elle a, par ailleurs, en cours d'année procédé à divers transferts à l'intérieur d'un même chapitre sur autorisation du Directeur d'Agence. D'autres transferts entre titres accompagnés d'aménagements entre lignes budgétaires ont également été introduits après autorisation du Comité de Direction.

RECETTES												
Lignes	Intitulé	Budget initial 2015	transfert 1	Budget après transfert	Révision 10/2015	Budget révisé octobre	transfert 2	Budget après transfert	transfert procédure écrite	Budget après transfert	Révision 12/2015	Budget révisé décembre
1	SUBVENTION DE L'UNION EUROPÉENNE											
11	SUBVENTION DE L'UNION EUROPÉENNE											
111	Contribution des programmes											
1111	Contribution d' "Erasmus +", programme de l'Union Européenne dans les domaines de l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive (DG EAC)	27.499.080	0	27.499.080	-1.731.780	25.767.300	0	25.767.300	0	25.767.300	0	25.767.300
1112	Contribution d' "Europe Creative", programme de l'Union Européenne dans les domaines de l'audiovisuel et la culture, au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive (DG EAC + DG CNECT)	12.740.920	0	12.740.920	-496.920	12.244.000	0	12.244.000	0	12.244.000	0	12.244.000
1113	Contribution d' "Europe pour les Citoyens ", programme de l'Union Européenne visant à promouvoir la citoyenneté européenne, au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive (DG HOME)	2.351.000	0	2.351.000	-284.000	2.067.000	0	2.067.000	0	2.067.000	0	2.067.000
1114	Contribution des "instruments de coopération au développement" (DCI) et "instrument européen de voisinage" (ENI) au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive afin de promouvoir la dimension internationale de l'enseignement supérieur et d'autres actions (DG DEVCO + DG EAC + DG NEAR)	4.991.000	0	4.991.000	-314.300	4.676.700	0	4.676.700	0	4.676.700	0	4.676.700
1115	Contribution de l'Instrument de Partenariat (PI) au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive afin de promouvoir la dimension internationale de l'enseignement supérieur et d'autres actions (FPI)	163.000	0	163.000	-10.300	152.700	0	152.700	0	152.700	0	152.700
1116	Contribution du programme d' "aide de préadhésion" (IPA) au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive afin de promouvoir la dimension internationale de l'enseignement supérieur et d'autres actions (DG NEAR + DG EAC)	885.000	0	885.000	-55.700	829.300	0	829.300	0	829.300	0	829.300
1117	Contribution du programme d' "aide humanitaire" au budget de fonctionnement de l'Agence Exécutive afin de renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires (DG ECHO)	897.000	0	897.000	-19.000	878.000	0	878.000	0	878.000	0	878.000
	Total de l'article 111	49.527.000	0	49.527.000	-2.912.000	46.615.000	0	46.615.000		46.615.000	0	46.615.000
112	Contribution du FED											
1121	Contribution du Fonds européen de développement (FED)	263.000	0	263.000	-18.000	245.000	0	245.000		245.000	0	245.000
	Total article 112	263.000	0	263.000	-18.000	245.000	0	245.000	0	245.000	0	245.000
	TOTAL CHAPITRE 1 1	49.790.000	0	49.790.000	-2.930.000	46.860.000	0	46.860.000	0	46.860.000	0	46.860.000
	TOTAL TITRE I	49.790.000	0	49.790.000	-2.930.000	46.860.000	0	46.860.000	0	46.860.000	0	46.860.000
	TOTAL GÉNÉRAL	49.790.000	0	49.790.000	-2.930.000	46.860.000	0	46.860.000	0	46.860.000	0	46.860.000

DEPENSES												
Lignes	Intitulé	Budget initial 2015	transfert	Budget après transfert	Révision 10/2015	Budget révisé octobre	transfert 2	Budget après transfert	transfert procédure écrite	Budget après transfert	Révision 12/2015	Budget révisé décembre
1	DEPENSES DE PERSONNEL											
1 1	REMUNERATIONS, INDEMNITES ET CHARGES											
111	Agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs											
1111	Agents temporaires - salaires, indemnités, allocations et charges	11.400.000	0	11.400.000	-350.000	11.050.000	40.000	11.090.000	120.000	11.210.000	0	11.210.000
1112	Fonctionnaires mis à disposition	p.m.		p.m.		p.m.		p.m.		p.m.	0	p.m.
	Total article 111	11.400.000	0	11.400.000	-350.000	11.050.000	40.000	11.090.000	120.000	11.210.000	0	11.210.000
112	Agents contractuels											
1121	Agents contractuels - salaires, indemnités, allocations et charges	16.480.000	-500.000	15.980.000	-300.000	15.680.000	-40.000	15.640.000	0	15.640.000	0	15.640.000
	Total article 112	16.480.000	-500.000	15.980.000	-300.000	15.680.000	-40.000	15.640.000	0	15.640.000	0	15.640.000
113	Autre personnel externe											
1131	Intérimaires	2.500.000	500.000	3.000.000	150.000	3.150.000	0	3.150.000	0	3.150.000	0	3.150.000
1132	Stagiaires	282.000	0	282.000	-5.000	277.000	0	277.000	0	277.000	0	277.000
1133	Fonctionnaires et experts nationaux ou internationaux de même qu'agents du secteur privé détachés temporairement à l'Agence	p.m.		p.m.		p.m.		p.m.		p.m.	0	p.m.
	Total article 113	2.782.000	500.000	3.282.000	145.000	3.427.000	0	3.427.000	0	3.427.000	0	3.427.000
	TOTAL DU CHAPITRE 1 1	30.662.000	0	30.662.000	-505.000	30.157.000	0	30.157.000	120.000	30.277.000	0	30.277.000
12	DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET DEPENSES SOCIALES											
121	Gestion du personnel											
1211	Gestion administrative du personnel	450.000	-60.000	390.000	0	390.000	0	390.000	0	390.000	0	390.000
	Total article 121	450.000	-60.000	390.000	0	390.000	0	390.000	0	390.000	0	390.000
122	Développement professionnel et missions											
1221	Cours de langues, recyclage et perfectionnement professionnel	380.000	-86.000	294.000	51.000	345.000	0	345.000	0	345.000	0	345.000
1222	Missions administratives	p.m.		p.m.		p.m.	0	p.m.	0	p.m.	0	p.m.
	Total article 122	380.000	-86.000	294.000	51.000	345.000	0	345.000	0	345.000	0	345.000
123	Dépenses sociales											
1231	Service médical	70.000	-20.000	50.000	22.000	72.000	-22.000	50.000	0	50.000	25.000	75.000
1232	Mobilité	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000
1233	Services sociaux et autres interventions	560.000	166.000	726.000	0	726.000	22.000	748.000	40.000	788.000	0	788.000
	Total article 123	675.000	146.000	821.000	22.000	843.000	0	843.000	40.000	883.000	25.000	908.000
124	Représentation et réunions internes											
1241	Frais de représentation, réunions internes et événements	50.000	0	50.000	-10.000	40.000	0	40.000	0	40.000	0	40.000
	Total article 124	50.000	0	50.000	-10.000	40.000	0	40.000	0	40.000	0	40.000
	TOTAL CHAPITRE 1 2	1.555.000	0	1.555.000	63.000	1.618.000	0	1.618.000	40.000	1.658.000	25.000	1.683.000
	TOTAL TITRE I	32.217.000	0	32.217.000	-442.000	31.775.000	0	31.775.000	160.000	31.935.000	25.000	31.960.000
2	INFRASTRUCTURE ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT											
21	DEPENSES D'IMMEUBLES											
211	Loyers et charges											
2111	Loyers/usufruits et frais accessoires	3.620.000	0	3.620.000	-1.464.000	2.156.000	0	2.156.000	0	2.156.000	0	2.156.000
2112	Charges relatives aux immeubles	3.690.000	0	3.690.000	-690.000	3.000.000	0	3.000.000	0	3.000.000	0	3.000.000
	Total article 211	7.310.000	0	7.310.000	-2.154.000	5.156.000	0	5.156.000	0	5.156.000	0	5.156.000
212	Aménagement des locaux											
2121	Aménagement des locaux et autres dépenses	12.000	0	12.000	-12.000	0	0	0	0	0	0	0
	Total article 212	12.000	0	12.000	-12.000	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL CHAPITRE 2 1	7.322.000	0	7.322.000	-2.166.000	5.156.000	0	5.156.000	0	5.156.000	0	5.156.000
22	DEPENSES DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)											
221	Environnement TIC											
2211	Équipement de traitement de données et de télécommunication	270.000	0	270.000	100.000	370.000	0	370.000	0	370.000	0	370.000
2212	Applications informatiques	590.000	0	590.000	0	590.000	0	590.000	0	590.000	5.000	595.000
	Total article 221	860.000	0	860.000	100.000	960.000	0	960.000	0	960.000	5.000	965.000
222	Autres services IT et Telecom											
2221	Autres services externes pour le traitement des données	2.520.000	0	2.520.000	0	2.520.000	0	2.520.000	-160.000	2.360.000	-90.000	2.270.000
	Total article 222	2.520.000	0	2.520.000	0	2.520.000	0	2.520.000	-160.000	2.360.000	-90.000	2.270.000
	TOTAL CHAPITRE 2 2	3.380.000	0	3.380.000	100.000	3.480.000	0	3.480.000	-160.000	3.320.000	-85.000	3.235.000
23	BIENS MEUBLES ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT											
231	Mobilier, Matériel et installations techniques											
2311	Achat, location, entretien et réparation de mobilier, matériel et installations techniques	13.000	0	13.000	0	13.000	0	13.000	0	13.000	0	13.000
2312	Frais de manutention et déménagements	300.000	0	300.000	-275.000	25.000	0	25.000	0	25.000	10.000	35.000
	Total article 231	313.000	0	313.000	-275.000	38.000	0	38.000	0	38.000	10.000	48.000
2 3 2	Fournitures de bureau et frais de correspondance											
2321	Papeterie et fournitures de bureau	85.000	0	85.000	-10.000	75.000	0	75.000	0	75.000	0	75.000
2322	Affranchissement de correspondance et frais de port	50.000	0	50.000	0	50.000	0	50.000	0	50.000	0	50.000
	Total article 232	135.000	0	135.000	-10.000	125.000	0	125.000	0	125.000	0	125.000
233	Acquisition et conservations d'informations											
2331	Bibliothèque, abonnement à des publications, acquisition d'information et archivage de documents	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000
	Total article 233	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000	0	45.000
234	Charges financières, juridiques et légales											
2341	Frais bancaires et autres frais financiers	1.000	0	1.000	0	1.000	0	1.000	0	1.000	0	1.000
2342	Frais de contentieux, dommage et intérêts	90.000	0	90.000	0	90.000	0	90.000	0	90.000	0	90.000
	Total article 234	91.000	0	91.000	0	91.000	0	91.000	0	91.000	0	91.000
235	Autres dépenses de fonctionnement											
2351	Assurances et autres dépenses diverses de fonctionnement courant	8.000	0	8.000	0	8.000	0	8.000	0	8.000	0	8.000
	Total article 235	8.000	0	8.000	0	8.000	0	8.000	0	8.000	0	8.000
	TOTAL CHAPITRE 23	592.000	0	592.000	-285.000	307.000	0	307.000	0	307.000	10.000	317.000
	TOTAL TITRE II	11.294.000	0	11.294.000	-2.351.000	8.943.000	0	8.943.000	-160.000	8.783.000	-75.000	8.708.000

DEPENSES												
Lignes	Intitulé	Budget initial 2015	transfert	Budget après transfert	Révision 10/2015	Budget révisé octobre	transfert 2	Budget après transfert	transfert procédure écrite	Budget après transfert	Révision 12/2015	Budget révisé décembre
3	DEPENSES DE SUPPORT AUX PROGRAMMES											
31	DEPENSES LIEES A LA GESTION DES PROGRAMMES											
311	Réunions											
3111	Réunions	466.000	0	466.000	9.000	475.000	0	475.000	0	475.000	0	475.000
	Total article 311	466.000	0	466.000	9.000	475.000	0	475.000	0	475.000	0	475.000
312	Information, communication et publication											
3121	Information, communication et publication	850.000	0	850.000	-60.000	790.000	0	790.000	0	790.000	0	790.000
	Total article 312	850.000	0	850.000	-60.000	790.000	0	790.000	0	790.000	0	790.000
313	traduction et interprétation											
3131	traduction et interprétation	680.000	0	680.000	37.000	717.000	0	717.000	0	717.000	0	717.000
	Total article 313	680.000	0	680.000	37.000	717.000	0	717.000	0	717.000	0	717.000
314	Audits											
3141	Audits	1.300.000	0	1.300.000	0	1.300.000	0	1.300.000	0	1.300.000	0	1.300.000
	Total article 314	1.300.000	0	1.300.000	0	1.300.000	0	1.300.000	0	1.300.000	0	1.300.000
315	Missions											
3151	Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires	700.000	0	700.000	-100.000	600.000	0	600.000	0	600.000	0	600.000
	Total article 315	700.000	0	700.000	-100.000	600.000	0	600.000	0	600.000	0	600.000
316	Informatique spécifique											
3161	Informatique spécifique	2.260.000	0	2.260.000	0	2.260.000	0	2.260.000	0	2.260.000	50.000	2.310.000
	Total article 316	2.260.000	0	2.260.000	0	2.260.000	0	2.260.000	0	2.260.000	50.000	2.310.000
317	Autres dépenses liées à la gestion des programmes											
3171	Autres dépenses liées à la gestion des programmes *	23.000	0	23.000	-23.000	0	0	0	0	0	0	0
	Total article 317	23.000	0	23.000	-23.000	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE 31	6.279.000	0	6.279.000	-137.000	6.142.000	0	6.142.000	0	6.142.000	50.000	6.192.000
	TOTAL DU TITRE III	6.279.000	0	6.279.000	-137.000	6.142.000	0	6.142.000	0	6.142.000	50.000	6.192.000
	TOTAL DEPENSES	49.790.000	0	49.790.000	-2.930.000	46.860.000	0	46.860.000	0	46.860.000	0	46.860.000

Le budget de fonctionnement initial de l'Agence adopté par le Comité de Direction le 11 février 2015, par voie de procédure écrite, s'élevait à 49,790 M€ réparti de la manière suivante:

- 32,217 M€ (65%) sur le titre I "dépenses de personnel"
- 11,294 M€ (23%) sur le titre II "infrastructure et dépenses de fonctionnement"
- 6,279 M€ (12%) sur le titre III "dépenses de support aux programmes"

Le 12 octobre 2015, le Comité de Direction a adopté un budget révisé. Cette révision avait pour objet d'actualiser le volet dépenses à la lumière de l'exécution budgétaire et de la révision des besoins jusqu'à la fin de l'année ainsi que de réduire le volet recettes pour refléter la diminution des dépenses. Le budget de l'Agence a donc fait l'objet d'une réduction de 2,930 M€.

Au niveau du titre I, les crédits ont été diminués de 0,442 M€ provenant essentiellement de l'actualisation des dépenses de salaires (lignes budgétaires 1111 et 1121). Les crédits destinés à couvrir les rémunérations des agents temporaires et contractuels ont été réduits parce que l'Agence avait considéré un taux de vacance de 2% lors de l'établissement de son budget initial alors que le taux constaté est de l'ordre de 5%. Ce taux de vacance se justifie par une politique de mobilité interne très active couplée au turnover. De plus, des demandes de temps partiels, de crédits temps ou de congés de convenance personnelle ont également impacté les besoins à la baisse. Une partie du surplus a été utilisée pour financer des intérimaires additionnels sur certains postes en attente de recrutement. En ce qui concerne les crédits sur la ligne 1221 "Cours de langue et perfectionnement professionnel", ils ont été renforcés car ils avaient fait l'objet d'un prélèvement temporaire. Les autres postes ont été actualisés compte tenu de la consommation et n'appellent pas de commentaires particuliers.

Etant donné que la 1^{ère} révision budgétaire n'a eu lieu qu'en octobre, le Directeur a autorisé des aménagements à l'intérieur de certains chapitres pour faire face à des besoins urgents. En effet, la ligne 1131 "intérimaires" a été renforcée par prélèvement sur la ligne 1121 "agents contractuels" pour couvrir le recours à du personnel intérimaire sur des postes en attente de recrutement ou en remplacement d'absence de longue durée liées à des congés de convenance personnelle. La ligne 1233 "Services sociaux et autres interventions" a été renforcée par prélèvement sur d'autres lignes à l'intérieur du chapitre 12 l'OIB a annoncé à l'Agence une augmentation des coûts des services de "crèches et garderie".

Au niveau du titre II, les crédits ont diminué de 2,351 M€ provenant de essentiellement de l'actualisation des dépenses relatives aux immeubles. Le déménagement de l'Agence vers d'autres bâtiments mis à disposition par la Commission a dû être postposé à la demande de l'OIB vu l'indisponibilité des bâtiments destinés à l'Agence. Par conséquent, il a été décidé de restituer à la Commission les montants prévus pour couvrir un double loyer pendant une période transitoire, les charges locatives liées à l'occupation de plusieurs immeubles pendant une période transitoire et la remise en état des immeubles actuellement occupés.

Au niveau du titre III, les crédits ont diminués de 0,137 M€ étant donné que les besoins se sont précisés principalement sur les lignes 3111 "réunions" et 3121 "communication".

En date du 2 décembre, l'Agence a demandé au Comité de Direction d'autoriser un transfert urgent sur certaines lignes compte tenu d'éléments nouveaux portés à la connaissance de L'Agence. En effet, le PMO a informé l'Agence que l'indexation calculée sur les rémunérations serait payée en décembre et que le taux applicable serait de 2,4% plutôt que de 1,7% annoncé initialement. Par ailleurs, la liste définitive des promotions a été confirmée plus tard que les autres années et a donné lieu à un paiement supérieur aux prévisions initiales. Enfin, le PMO a finalisé en fin d'année son décompte de coûts réels relatif à la contribution de l'Agence aux frais de crèche et garderie et ce dernier a donné lieu au paiement d'un solde en faveur de la Commission, contrairement aux années antérieures. En conséquence, les deux aménagements, autorisés par le Directeur, à l'intérieur des chapitres 11 et 12 en vue de renforcer les lignes budgétaires 1111 "Agents temporaires" et 1233 "Services sociaux et autres interventions" par prélèvement des surplus sur d'autres lignes où des surplus avaient été mis en évidence n'étaient donc pas suffisants et un transfert à partir de la ligne 2221 "Autres services pour le traitement des données" s'est donc avéré indispensable.

Enfin, l'Agence a soumis, le 17 décembre, pour adoption par le Comité de Direction, un dernier budget révisé avec quelques transferts visant à optimiser son exécution budgétaire. Il s'agit principalement d'une réallocation partielle du surplus généré sur la ligne 2221 "autres services pour le traitement données" suite à une modification par la DG DIGIT de la méthodologie de calcul de la contribution de l'Agence pour la mise à disposition des outils informatiques. Les crédits libérés ont notamment servis à renforcer les équipes de "testing" des applications liées à la gestion des programmes délégués à l'Agence.

IV. RESSOURCES HUMAINES

Sur les 110 postes d'agents temporaires autorisés en 2015, 105 étaient occupés fin 2015.

En ce qui concerne les agents contractuels, l'effectif cible de l'Agence pour 2015 était de 353 agents dont 331 autorisés et financés par les crédits EUR 28, 20 financés par la participation des pays tiers et 2 financés par les crédits FED.

Sur les 353 postes, 336 étaient occupés au 31 décembre 2015.

Il convient de souligner que l'Agence a pratiqué cette année encore une politique de mobilité interne active afin de permettre d'ajuster le niveau des ressources humaines pour chaque unité en fonction du maximum autorisé pour les différents programmes dans la fiche financière législative 2014-2020 (LFS) mais également dans un souci de motivation de ses ressources humaines.

AGENTS TEMPORAIRES				
Grades	2014		2015	
	autorisés	Pourvus au 31/12/2014	autorisés	Pourvus au 31/12/2015
	Temp.	Temp.	Temp.	Temp.
AD 16				
AD 15				
AD 14	2	3	4	2
AD 13	7	5	8	8
AD 12	4	4	3	2
AD 11	10	2	8	10
AD 10	10	15	12	10
AD 9	15	17	19	17
AD 8	11	10	6	9
AD 7	6	5	6	7
AD 6	10	10	10	8
AD 5	5	3	5	3
<i>Total grade AD</i>	80	74	81	76
AST 11			1	
AST 10	1	1	1	1
AST 9	2	2	1	2
AST 8	2	0	1	1
AST 7	1	1		
AST 6	1		2	1
AST 5	7	9	10	10
AST 4	8	6	9	7
AST 3	6	8	4	7
AST 2				
AST 1				
<i>Total grade AST</i>	28	27	29	29
Total général	108	101	110	105
AGENTS CONTRACTUELS				
Groupe de fonctions	2014		2015	
	effectifs "cible"	Pourvus au 31/12/2014	effectifs "cible"	Pourvus au 31/12/2015
GF IV	108	78	108	81
GF III + GF II + GF I	242	258	245	255
Total général	350	336	353	336
GRAND TOTAL AT+AC	458	437	463	441